



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2761
2 juillet 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Retraites, licenciements...

Ne les laissons pas faire !



Économie
**La reprise,
pour quoi
et pour qui ?**

Page 3

Élections
**Le spectacle
ne fait
plus recette**

Pages 4 et 5

Climat
**Le capitalisme,
responsable
et coupable**

Page 9

Leur société

- Reprise économique: de quoi et pour qui? 3
- Choose France: mise en scène macronienne 3
- À Renault - Douai: visite présidentielle... aux patrons 3
- Présidentiables: qui donnera le plus aux capitalistes? 3
- RN: le poison réactionnaire demeure 4
- Provence-Alpes-Côte d'Azur: un affrontement pour la galerie 4
- Abstention: larmes de crocodile et marchands d'illusions 4
- Gauche gouvernementale: prêts à repartir comme avant 5
- Pénurie de personnel: augmentez les salaires! 5
- Retraites: il faut prendre sur les profits 5
- Assurance chômage: réforme suspendue... 6
- Handicapés: le mépris du gouvernement 6
- Loi Egalim 2: réglementer la jungle capitaliste? 6
- Miracle à Rennes 6
- Groupe Vivarte: étranglé par la finance 7
- Bordeaux: les immeubles ne tombent pas par hasard 7
- Paris: des migrants devant l'Hôtel de ville 7
- La Poste et Adrexo: les margoulin de la distribution 11
- Plis non distribués mais profits bien encaissés 11
- Nos lecteurs écrivent 11

Dans le monde

- Algérie: Tebboune désavoué, le mécontentement demeure 8
- Sommet de l'UE: le démagogue et les hypocrites 8
- États-Unis: effondrement à Miami 8
- Pérou: les manœuvres de Fujimori 9
- Rapport du GIEC: les bons conseils ne refroidiront pas le climat 9
- C'est la fête pour les banquiers américains 9
- Chine: du parti des révolutionnaires à celui des milliardaires 16
- Argent sale: l'UE brasse du vent et des millions 16
- Johnson & Johnson 16

Dans les entreprises

- Clinique PSS - Le Mans 12
- Armatis - Châteauroux 12
- Interdigital - Rennes 12
- Fret SNCF 12
- Fonderie MBF Aluminium - Saint-Claude 13
- Renault - Luca De Meo 13
- PSA - Sochaux 13
- ONF 14
- Formation professionnelle 14
- Natixis 14
- Capitaine Houat - Boulogne-sur-Mer 14
- Angers: l'arbitraire du préfet 14
- Muretain Agglo - Muret 15
- Plaine Commune 15

Il y a 30 ans

- Afrique du sud: juin 1991, la fin de l'Apartheid 10

Agenda

- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 16

Notre avenir ne se joue pas dans les urnes, mais dans les luttes!

Avec près de 66% d'abstention, et bien plus encore dans les quartiers populaires, le désintérêt des travailleurs pour les régionales s'est confirmé au second tour. Mais cela n'empêche pas le cirque politicien de continuer. Et moins il y a d'électeurs, plus les politiciens leur font dire n'importe quoi.

Avec ses présidents de région reconduits, la droite crie victoire, tout comme le Parti socialiste qui utilise la réélection de ses sortants pour expliquer, avec 34% de participation, que le clivage gauche-droite est de retour et pour briguer le leadership à gauche. Heureusement que le ridicule ne tue pas!

Sans pouvoir se targuer d'aucune victoire, les prétendants à la présidentielle d'EELV se poussent du col en expliquant que l'écologie s'est imposée dans tous les programmes. Et c'est tout juste si La France insoumise ne voit pas dans l'abstention massive un plébiscite pour sa VIe République. Ils prennent tous leurs désirs pour des réalités. Quant aux grands perdants que sont LREM et le Rassemblement national de Le Pen, ils préfèrent parler des sondages pour la présidentielle.

Tant que le monde du travail ne fait pas entendre ses intérêts sans ambiguïté, en intervenant directement dans les manifestations, les grèves et les occupations d'usine, la politique se résumera à cet entre-soi politicien, à des années-lumière des préoccupations quotidiennes. Et on aura droit à ce genre de mascarade électorale, avec des partis qui nous jouent du pipeau sur la sécurité, quand tout le monde sait qu'elle ne fait pas partie des compétences régionales, et avec des candidats qui, comme Bertrand, Péresse et Wauquiez, jurent leur amour et leur dévouement pour leur région, quand ils lorgnent sur la présidence de la République.

Dans ces régionales, les serviteurs des patrons ont encore fait la démonstration qu'ils se moquent éperdument des besoins vitaux de la population.

Pourquoi les ouvriers de la fonderie MBF qui vient d'être liquidée à Saint-Claude dans le Jura, et qui vont se retrouver sur le carreau, auraient-ils choisi entre des politiciens de la bourgeoisie tous à genoux devant le grand patronat? Pourquoi les territoriaux menacés de perdre des jours de congés iraient-ils voter pour ceux-là mêmes qui les attaquent? Nous sortons d'une pandémie qui a fait plus de 110000 morts et laisse des millions de familles dans l'angoisse du lendemain, et nous devrions faire comme s'il ne se passait rien?

Tous ceux qui ont été encensés par Macron lors des confinements, le personnel hospitalier, les aides à domicile, les éboueurs, les caissières ou encore les ouvriers de l'agroalimentaire, continuent d'être sous-payés, surexploités et méprisés. Pourquoi se seraient-ils déplacés pour élire des politiciens qui n'ont même pas eu un mot pour eux?

Tout ce qu'il y a à souhaiter, c'est que l'indifférence, le rejet et l'écœurement du monde du travail face aux politiciens bourgeois se transforment en colère. Il faut travailler à ce que le dégoût des exploités se transforme en combativité.

Aucun sauveur suprême ne surgira des urnes pour assurer les conditions d'existence des travailleurs, à commencer par avoir un emploi et un salaire dignes. Ces deux exigences vitales devront être arrachées au grand patronat. Et pour cela, il faudra une lutte massive et déterminée rassemblant l'ensemble du monde du travail.

Nous avons tous besoin de gagner notre vie. Alors, contre le chômage, il faut nous battre contre les suppressions d'emplois et les fermetures de sites, en défendant la répartition du travail entre tous avec maintien intégral des salaires. Contre la diminution du pouvoir d'achat, il faut revendiquer l'augmentation des salaires de base, des pensions et des allocations, et leur indexation sur les prix.

En plus des attaques patronales, Macron s'en prend aux chômeurs en baissant leurs allocations et il ne cache pas sa volonté de reculer l'âge de la retraite à 64 ans à brève échéance. Alors, il va falloir que le monde du travail trouve la force de se défendre. Ce n'est qu'en se faisant craindre par nos mobilisations que nous forcerons grand patronat et gouvernement à prendre sur les revenus du grand capital, sur les dividendes des actionnaires, sur l'argent dilapidé en spéculation financière.

L'explosion sociale n'entre pas dans les plans des politiciens bourgeois. Elle doit être la perspective de tous ceux qui ne se résignent pas à la situation et qui ne supportent plus la démagogie politicienne. Et elle devra être orientée, non pas contre les laquais politiques, mais contre ceux qui détiennent le véritable pouvoir: les détenteurs des capitaux, les propriétaires des usines et des banques.

C'est à la classe privilégiée, sans utilité pour la société et pourtant riche, qu'il faudra demander des comptes!



Reprise économique : de quoi et pour qui ?

Les ministres et leur chœur médiatique annoncent tous les jours la fin de la crise économique consécutive à l'épidémie. Et d'avancer des chiffres démontrant que le chômage diminue, que la consommation reprend et que la fête commence. Mais, bizarrement, ces flonflons n'ont guère d'échos dans les quartiers populaires.

Et pour cause. Si les statistiques officielles annoncent que 134 000 chômeurs de catégorie A, ceux qui n'ont pas du tout travaillé dans le mois, ont retrouvé un emploi en mai, elles précisent aussi qu'il en reste 3,73 millions, soit 245 000 de plus qu'avant le début de la pandémie. Dans la même période, 40 000 personnes de plus sont entrées dans la catégorie B (moins de 78 heures travaillées dans le mois) et 54 000 dans la catégorie C (temps partiel subi de plus de 78 heures par mois). Autrement dit,

le travail retrouvé est un temps partiel subi et il y a évidemment toutes les chances pour qu'il s'agisse d'un contrat court.

Les patrons, qui estiment rentable d'augmenter certaines de leurs productions, commencent en effet par faire pression sur les travailleurs, sans embaucher, avant de recourir éventuellement aux contrats précaires et à l'intérim. Un seul et même secteur, l'automobile par exemple, peut voir à la fois des suppressions de postes par milliers et des heures supplémentaires

jusqu'à épuisement. Comme avant la pandémie, et pour les mêmes raisons, le secteur du luxe tourne à plein régime. C'est de ce côté que partiront les 142 milliards d'euros non dépensés par les bourgeois, surtout les grands, pendant la pandémie.

Quant à la masse des travailleurs et des familles ouvrières, ceux qui, loin d'avoir fait des économies pendant la pandémie, en ont cruellement souffert, ils ne verront la reprise qu'à la télévision, si du moins ils regardent encore les actualités. Salaires bloqués et surtravail pour les uns, précarité et course au job pour les autres, allocations diminuées, retraite reculée, services publics sacrifiés : la reprise ressemble comme deux gouttes d'eau



à la crise.

Dans les sphères gouvernementales et patronales, on tient pourtant à assurer le retour de la prospérité.

Qu'à cela ne tienne, les travailleurs doivent exiger qu'elle se traduise en salaires et en emplois.

Paul Galois

Choose France : mise en scène macronienne

Macron a invité 120 patrons étrangers à Versailles, dans le cadre du sommet Choose France. Comme lors des rencontres précédentes, il s'agit de les inciter à investir en France, où la législation en matière économique est de plus en plus favorable au patronat.

C'est aussi un épisode d'autopromotion de la politique présidentielle, pré-campagne pour 2022 oblige !

Macron s'est mis en scène à Douai pour promouvoir le sauvetage de l'emploi par la société chinoise Envision, qui produirait des batteries en partenariat avec Renault : deux milliards d'euros, pour un millier d'emplois peut-être en 2024. Le reste de Choose France est à l'avenant. C'est l'annonce de quelques dizaines de millions d'investissements de firmes milliardaires, de l'agroalimentaire, de la pharmacie ou de la distribution, qui voient là l'occasion d'améliorer leur site en France, voire de le reconstruire à moindre frais, ou pour rien. Ainsi Mondelez, géant américain du chocolat, promet seulement, avec 80 millions, de maintenir les 135 emplois dans son usine rénovée dans le nord de la France. NovoNordisk, leader mondial de l'insuline, promet 50 millions pour améliorer son usine de Chartres.

Combien ces patrons vont-ils gagner en subventions directes ou indirectes,

en crédit impôt recherche, en baisse d'impôts sur les sociétés ou avec la réduction des impôts de production, ces taxes obligatoires payées par les entreprises qui dès 2021 vont baisser de 10 milliards ? En tout cas, selon la presse économique, une des premières demandes des dirigeants des multinationales a été de s'assurer de la rapidité des versements des aides prévues par le plan de relance.

Avec Choose France, Macron continue sa politique de poudre aux yeux. Il y ajoute même un mépris particulier pour les travailleurs, puisqu'il va continuer à solliciter des groupes comme Adecco, spécialisé dans l'exploitation de travailleurs précaires, ce qui laisse mal augurer de la prétendue défense de l'emploi. Il envisage aussi de rencontrer le PDG d'ArcelorMittal qui, après avoir reçu des milliards de subventions, a licencié en masse.

Les politiciens s'étonnent parfois d'être traités de paillassons du patronat. On se demande bien pourquoi.

Sylvie Maréchal

À Renault-Douai : visite présidentielle... aux patrons

Lundi 28 juin, Macron est venu à l'usine Renault de Douai pour illustrer sa politique du Choose France, consistant à faire miroiter la création d'emplois en France grâce à l'arrivée des investissements étrangers.

Bien sûr, il n'était pas question de discuter du chômage et de la précarité qui continuent de s'accroître dans le pays. Restant positif, il voulait parler plutôt de l'avenir radieux promis au nouveau pôle Renault ElectricCity et à l'implantation sur le site d'une gigafactory du groupe chinois Envision, qui promet de produire des batteries pour voitures électriques. Macron, emporté par son élan, a même parlé de cette « vallée européenne de la batterie électrique », dont même les spécialistes

disent que c'est un pari !

De son côté, le directeur du pôle Renault ElectricCity a déjà annoncé qu'il voulait augmenter la productivité, renégocier les conditions de travail, rendre chaque ouvrier responsable de la qualité, compacter l'usine, etc.. Comme il l'a dit à un journal patronal : « Il faut ramener les coûts de production à 3 ou 4 % de la valeur d'une voiture, ce dont on est loin aujourd'hui à Douai. » Les promesses d'emplois ne seront peut-être pas tenues, mais ces promesses-là, on

sait déjà que le patron voudra les tenir.

Malgré cela, tous les syndicats ont signé l'accord qui crée la filiale Renault ElectricCity en regroupant les trois sites nordistes de Douai, Maubeuge et Ruitz en un seul pôle. Les dirigeants syndicaux espéraient donc être reçus par Macron. Eh bien, non ! Macron voulait se contenter de parler aux patrons ; on était entre soi en quelque sorte.

De toute façon, l'usine était en chômage technique depuis deux semaines et les quelques salariés présents étaient priés de se taire et d'écouter attentivement la propagande du président.

Correspondant LO

Présidentiabiles : qui donnera le plus aux capitalistes ?

Xavier Bertrand, à peine conforté comme futur président de la région Hauts-de-France, est venu tout comme Macron à l'usine de Douai pour soigner son image de « créateur d'emplois ».

Il s'est vanté des 35 millions de subventions du conseil régional, et la communauté d'agglomération du Douaisis a insisté sur sa contribution de 40 millions d'euros, censée racheter à Renault des terrains obtenus en 1969 pour 1 franc symbolique.

Mais l'État donne encore plus d'argent public : 165 millions d'euros sont annoncés déjà. La secrétaire d'État à l'Industrie elle-même l'a remarqué : « Xavier Bertrand ne doit pas s'attribuer tous les mérites. Il ressemble à la grenouille qui veut se faire

aussi grosse que le bœuf. »

Mise à disposition des terrains, recrutement, formation, etc. : l'État, le conseil régional, les collectivités locales sont prêts à ressortir le carnet de chèques et faire des cadeaux supplémentaires. Un vrai concours de subventions, dont les travailleurs risquent de ne pas voir la couleur.

M. B.

RN: le poison réactionnaire demeure

Le journal *Le Monde* daté du 27 juin titrait sur « la défaite du Rassemblement national ». Ainsi, ajoutait *Le Monde*, la « déroute du Rassemblement national (RN) au premier tour des élections régionales s'est clairement confirmée au second : le parti d'extrême droite n'a pas emporté la moindre région ».



Le Parisien lui emboîtait le pas, insistant sur l'échec. « Le RN rate encore la marche », titrait-il. Tous les journalistes ou commentateurs qui ne raisonnent qu'au travers de pourcentages électoraux ont en fait entonné le même refrain.

Pour les cadres du RN, la baisse de son score électoral est évidemment une déception. Comme tous les politiciens, ils cherchent avant tout à obtenir des postes. Certains s'étaient même reconvertis récemment, dans l'espoir d'y accéder plus facilement. Et, pour les présidentielles, Marine Le Pen doit maintenant réussir à retrouver son électorat.

Mais si les scores du RN sont en baisse, cette baisse est malheureusement d'abord relative. Le candidat du RN dans les Hauts-de-France, Chenu, obtient au second

tour 25,65 % des suffrages exprimés. 346 919 électeurs se sont déplacés pour marquer leur soutien aux idées qu'il défend. Et, surtout, celles-ci sont défendues très largement, bien au-delà du RN, par nombre de représentants politiques. Faut-il rappeler la campagne de Macron contre le « séparatisme », les sorties sur les prétendus dangers de « l'islamo-gauchisme » de Blanquer et la stigmatisation générale des populations qualifiées de musulmanes ? La campagne sécuritaire a été l'axe de tous les ténors de la droite, et les dirigeants des partis de gauche n'ont pas été en retard sur celle-ci. Il faut rappeler que, tout comme le représentant des Verts, Yannick Jadot, le secrétaire national du Parti communiste et futur candidat à la présidentielle,

Fabien Roussel, a été présent aux côtés des policiers durant une manifestation inspirée par l'extrême droite. Le nationalisme est distillé au travers du « produire français », présenté comme une solution au chômage. Tous ces préjugés qui divisent la classe ouvrière et l'affaiblissent, car ils la détournent des vrais responsables de la crise, continuent largement à se répandre.

Parmi celles et ceux qui sont conscients du danger que représentent les idées d'extrême droite, beaucoup éprouvent un soulagement après la baisse des résultats du RN. Mais se contenter de l'aspect électoral risque d'empêcher de voir la situation réelle. Le poison de ces idées s'est répandu plus qu'il n'y paraît, et il faut continuer de le combattre dans les usines, dans les quartiers et les cités populaires. Au-delà du terrain électoral, la question posée est celle de cette société en crise et des perspectives pour les classes populaires. Aux dérivatifs qu'offrent les tenants des idées réactionnaires, il faut opposer la dénonciation du système capitaliste comme responsable du chômage et de la misère, la perspective d'un changement révolutionnaire de la société, et la nécessité pour la classe ouvrière de défendre ses intérêts de classe.

Face à ceux qui spéculent sur le désespoir des masses, c'est la seule voie qui peut ouvrir un espoir.

Aline Rétesse

Provence-Alpes-Côte d'Azur: un affrontement pour la galerie

Alors que la plupart des sondages précédant le premier tour des élections régionales donnaient le candidat du RN, Mariani, vainqueur du second tour, et cela même en cas de retrait du candidat de la gauche, c'est bien Muselier, candidat LR, qui l'a emporté finalement.

Même si la participation a été un peu plus importante qu'ailleurs, l'abstention a dépassé 63 % sur l'ensemble de la région, atteignant 75 % et plus dans les quartiers populaires de Marseille notamment. Chacun des deux finalistes a ainsi perdu plusieurs centaines de milliers de voix par rapport à son prédécesseur de 2015. Pourtant, sans vergogne, ni l'un ni l'autre n'a relevé le refus massif des électeurs de participer à cette mascarade, le vainqueur Muselier remerciant les électeurs « qui ont fait cause commune face au péril de l'extrême droite », le perdant Mariani se plaignant de ce que « le système coalisé l'a emporté » et dénonçant « une défaite pour la démocratie et pour l'expression de la volonté populaire ».

Comme le rappelait *Le Canard enchaîné*, Mariani, victime aujourd'hui du prétendu front républicain, appelait pourtant en sa faveur il y a quelques années. Aux législatives de 2002, il était alors un candidat de l'UMP menacé par un candidat du FN, Bompard, dans sa circonscription du Vaucluse. Avec des trémolos, après le retrait du candidat socialiste, il s'adressait aux

électeurs de gauche, en ces termes : « Il y a encore un vrai danger de voir passer le FN. [...] J'espère que les électeurs auront le même réflexe républicain qu'aux présidentielles. » Il parlait de celles où la gauche, éliminée du second tour, avait piteusement abdicqué en appelant à voter Chirac face à Le Pen père.

Le fossé que les uns et les autres prétendent voir entre les candidats dits républicains et les autres peut donc être franchi sans ambages quand un poste lucratif est en jeu. Autre exemple de cette porosité entre la droite classique et l'extrême droite : Giraud, le président LR sortant du conseil départemental du Var, vient d'être réélu sans difficulté dans son canton, le seul où le RN ne présentait pas de candidat, grâce à quoi il pourra être candidat à sa propre succession à la tête du département !

Si l'extrême droite représente une menace, aucun de ces politiciens ne constitue un rempart contre elle. Qu'ils aient ou non changé de veste, ils ont tous contribué à alimenter sa progression.

Correspondant LO

Abstention: larmes de crocodile et marchands d'illusions



Au premier comme au second tour des élections régionales, deux personnes inscrites sur les listes électorales sur trois ne sont pas

allées voter. En réaction au raz-de-marée de l'abstention, une vague de commentaires, parfois méprisants, a inondé les médias.

On a entendu toutes les recettes censées attirer l'électeur : vote sur plusieurs jours, par correspondance, par Internet ou, pourquoi pas, par pigeon voyageur. D'autres, moins imaginatifs, ont proposé de régler le problème en menaçant les abstentionnistes d'amendes ou bien, persuadés de leur mission civilisatrice, ils ont appelé à des campagnes de moralisation sur le « devoir de citoyen » et les différences d'attributions entre les exécutifs régionaux et départementaux.

Tous les hochets agités ces derniers jours et les larmes de crocodile versées au chevet d'une démocratie présentée comme modèle ne parviendront pas

à restaurer son image, et pour cause. Si le système politique est de plus en plus discrédité, c'est parce qu'il apparaît pour ce qu'il est : une simple façade. Les élections peuvent se multiplier, les élus se succéder, sans que rien ne change pour les classes populaires. Derrière

la façade, le vrai pouvoir appartient de toute façon aux riches et aux capitalistes. Une démocratie qui consiste à accorder aux travailleurs d'en choisir la peinture, et le droit d'en changer tous les cinq ans la couleur, crée de moins en moins d'illusions.

Sacha Kami

Erratum : Lutte ouvrière aux élections régionales

Dans l'article consacré aux résultats de Lutte ouvrière aux élections régionales, dans le dernier numéro de notre hebdomadaire, nous avons indiqué que notre liste en Bourgogne-Franche-Com-

té avait recueilli 17 828 voix, soit 1,57 %. Si le nombre de voix indiqué était exact, notre pourcentage était en réalité de 2,73 % dans cette région. Tous nos regrets pour cette erreur !

Gauche de gouvernement: prêts à repartir comme avant

Depuis le second tour des élections régionales et départementales, le 27 juin, les dirigeants de gauche multiplient les fanfaronnades.

Le PS, tout revigoré d'avoir conservé ses cinq régions, aimerait retrouver son leadership à gauche. Et d'expliquer, comme son premier secrétaire, Olivier Faure: «*Les dynamiques les plus fortes se font derrière les candidats socialistes, et pas les écologistes.*» Quant aux écologistes, après leurs relatifs succès aux élections européennes de 2019 et aux municipales de 2020, ils escomptaient être les leaders de cette gauche

de gouvernement. Et ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas gagné de région qu'ils comptent y renoncer. La France insoumise, elle, n'a rien gagné dans ce scrutin, mais insiste sur la suprématie de son champion, Jean-Luc Mélenchon, qui serait le mieux placé en vue de la présidentielle. L'union de la gauche est un combat... Quant au PCF, qui a perdu, avec le Val-de-Marne, le dernier conseil départemental qu'il dirigeait, il s'est targué

de sortir «globalement renforcé» du scrutin. En réalité, s'il a gagné des élus, c'est à la faveur d'unions avec les présidents de région PS, en échange de quelques postes à l'exécutif régional. Et quand il a refusé l'union, comme en Normandie, c'est que le PS ne lui proposait pas assez de strapontins.

66% des électeurs se sont abstenus, et souvent plutôt 80% ou 85% dans les quartiers populaires. La pandémie a fait 110 000 morts. Le chômage et la précarité frappent durement, et de nouvelles attaques sont en préparation. De toute

évidence, les différents partis de gauche ne réussissent pas à susciter suffisamment d'espoirs, ou d'illusions, au sein des classes populaires pour mobiliser leurs suffrages dans les urnes. Certains de leurs dirigeants, bien contraints de le constater, déclarent d'ailleurs qu'il faut en trouver le moyen. Mais pour quoi faire?

Si la gauche, toutes tendances confondues, ne réussit pas à mobiliser les électeurs, c'est que ses expériences de gouvernement sont trop proches. Ses électeurs ne peuvent pas avoir oublié ses trahisons, et

notamment les dernières en date, celles de la présidence Hollande. Et pourtant les dirigeants de la gauche de gouvernement continuent à se demander imperturbablement comment remobiliser leurs électeurs pour refaire... la même politique.

C'est avouer que leur seule véritable préoccupation est de retrouver leurs places dans les différentes institutions et que l'intérêt des travailleurs et des classes populaires n'est pas leur souci. Comment s'étonner que ceux-ci le leur fassent sentir?

Michel Bondelet

Pénurie de personnel: augmentez les salaires!

Depuis la réouverture des bars et restaurants, et la reprise des activités bloquées par la pandémie, bien des patrons des secteurs concernés se plaignent de ne pas pouvoir recruter.

Certains, sans honte, désignent les salariés sans emploi comme des fainéants touchant trop d'aides pour se sentir obligés de reprendre le travail.

Ces déclarations sont reprises à l'envi dans la presse, sur les ondes, et relayées par une partie du personnel politique. Mais, du côté des chômeurs, ce sont plutôt les conditions de travail, les exigences des patrons, comme celle d'une expérience préalable, du permis ou de la possession d'une voiture, qui sont des freins. Et la réalité est aussi

la réticence des patrons à embaucher, malgré leurs déclarations, certains préférant faire assumer le supplément de travail par ceux qui sont déjà en poste.

Dans l'hôtellerie et la restauration, des travailleurs n'en pouvant plus de vivre avec des salaires amputés du fait du chômage partiel ont pu se faire embaucher dans d'autres secteurs, abandonnant leur filière, au grand dam de patrons qui leur imposaient des bas salaires, des horaires à rallonge et des heures supplémentaires décidées à la

dernière minute. On peut y ajouter les temps partiels imposés, les coupures dans la journée qui rallongent de fait le temps de travail et imposent de vivre avec des moitiés ou des quarts de salaire.

Dans les zones touristiques, les patrons se plaignent de ne pas pouvoir recruter les 100 000 saisonniers dont ils ont besoin, mais le plus souvent les hébergements et les remboursements de frais de déplacements ne sont pas prévus. De même les opticiens, les sociétés de sécurité, les grandes surfaces disent ne plus trouver suffisamment de personnel, les personnes qualifiées recherchant de meilleurs salaires.



La concurrence entre les travailleurs profite le plus souvent au patronat. Mais la situation peut aussi se retourner contre lui à certains moments et dans certains secteurs. Ce n'est qu'un juste retour des

choses et, puisque concurrence il y a, le plus simple pour les patrons voulant attirer du personnel serait d'améliorer les conditions de travail et d'augmenter les salaires.

Inès Rabah

Retraites: il faut prendre sur les profits

Au lendemain de sa débâcle aux élections régionales et départementales, le gouvernement s'est déclaré favorable à un recul de l'âge légal de départ en retraite de 62 à 64 ans.

Cette précipitation est d'abord politique: Macron dispute à la droite un même électorat antiouvrier. Le gouvernement a

bien tenté de faire passer son projet de retraite par points, mais il a été confronté à un mouvement de grève de deux mois à l'hiver 2020.

Et, bien qu'il ait fait voter sa réforme au Parlement, son projet a depuis été gelé.

Chirac, Sarkozy et Hollande ont tous pu brandir comme trophée vis-à-vis de la bourgeoisie une réforme qui faisait reculer les droits à la retraite, tantôt sur l'âge de départ, tantôt sur la durée de cotisation exigée. Alors, afin de couper l'herbe sous les pieds de ses concurrents de LR, Macron tient à faire savoir qu'il est déterminé à remettre le couvert, sans pour autant avoir fixé de délai.

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a préconisé d'imposer une nouvelle réforme au plus vite, c'est-à-dire dans le cadre du prochain budget à l'automne prochain. Castex, lui, s'est montré plus prudent en indiquant: «*il faut la faire, mais il faut choisir le bon*

moment.»

Le projet présenté par le journal *Les Échos* prévoit, non plus la retraite par points, mais un recul de l'âge de la retraite de six mois supplémentaires par an d'ici 2024. Ainsi, les travailleurs nés en 1961 devraient travailler six mois de plus et ceux nés en 1964 deux ans de plus pour ne partir en retraite qu'à 64 ans.

L'argument de Bruno Le Maire, «*C'est l'intérêt des Français et l'intérêt de la France que tout le monde, globalement, que notre pays, travaille davantage*», est inepte. Aujourd'hui, seulement la moitié des travailleurs de 55 à 64 ans ont un emploi. Reculer l'âge de départ de ceux-là signifierait les user encore davantage, alors que leurs enfants ou leurs petits-enfants sont

souvent condamnés au chômage. Pour les autres, sans emploi, un recul de l'âge de la retraite les maintiendrait au chômage deux ans de plus et diminuerait encore leur niveau de pension.

Il faut au contraire prendre sur les profits et les fortunes de la grande bourgeoisie pour garantir un âge de départ et une pension de retraite décentes pour chacun. Si le capitalisme est incapable d'assurer les vieux jours des travailleurs, c'est lui qui doit être mis à la retraite d'office pour cause de sénilité.

Dans l'immédiat, si le gouvernement choisit de mettre ses menaces à exécution à la rentrée prochaine, le monde du travail devra réagir avec la plus grande détermination.

Christian Bernac



Assurance chômage : réforme suspendue... mais il faut l'annuler

Mardi 22 juin, le Conseil d'État a suspendu le nouveau mode de calcul des indemnités chômage qui devait entrer en application le 1^{er} juillet.

Pour justifier sa décision, il indique que les mesures prévues « pénaliseront de manière significative les salariés de ces secteurs » (notamment ceux du commerce et de

l'hôtellerie-restauration).

Il reconnaît ainsi implicitement que la réforme est une attaque en règle contre les travailleurs précaires, en particulier ceux qui sont obligés d'enchaîner les

contrats courts.

Se refusant à juger la réforme sur le fond, le Conseil d'État se contente d'affirmer que le moment est mal choisi, car la reprise économique est plus que fragile. Le gouvernement ne s'y est d'ailleurs pas trompé, puisque la ministre du Travail, Elisabeth Borne, a aussitôt affirmé que le

désaccord portait uniquement sur la date de mise en œuvre. Elle a aussi indiqué que le gouvernement ferait tout pour que la réforme soit appliquée dès cet automne.

Alors que le patronat jette des milliers de travailleurs à la rue à coups de plans de licenciements, le gouvernement de son côté

s'apprête à diminuer encore leurs moyens de vivre.

La décision du Conseil d'État offre un sursis aux travailleurs et aux chômeurs, qu'il faudra mettre à profit pour préparer les mobilisations qui, seules, seront susceptibles d'obliger Macron et ses ministres à renoncer à leurs attaques.

Camille Paglieri

Handicapés : le mépris du gouvernement

Jeudi 17 juin, à l'Assemblée nationale, le gouvernement et la majorité ont montré une nouvelle fois tout le mépris qu'ils pouvaient avoir pour les personnes handicapées.

En votant contre une proposition de loi qui prévoyait que l'allocation aux adultes handicapés (AAH) ne soit plus calculée en fonction des revenus du conjoint, ils se sont opposés à ce que tous les handicapés puissent recevoir l'intégralité de cette allocation, qui ne s'élève pourtant qu'à 900 euros.

L'AAH est un revenu de solidarité versé aux personnes handicapées ne pouvant pas travailler. Depuis longtemps elle était dégressive dès que le ou la conjoint(e) touchait un

revenu supérieur à 1100 euros. Et elle n'était même plus du tout versée si les revenus du ménage dépassaient 2200 euros. Pour tenter de désamorcer la colère des associations de défense des handicapés devant son rejet de cette proposition de loi, le gouvernement a fait voter un amendement qui relève un peu le revenu du conjoint à partir duquel l'AAH commence à être dégressive.

Le fait scandaleux est qu'une partie des handicapés ne toucheront toujours pas la totalité de l'AAH. Cela

renforce donc leur dépendance financière vis-à-vis de leur conjoint, avec tous les problèmes qui en découlent, notamment pour les femmes handicapées, qui sont bien souvent victimes de violences que les autres femmes, car elles ont encore plus de difficultés pour quitter leur foyer.

Pour s'opposer à cette proposition de loi, le gouvernement a invoqué nombre de raisons ridicules, y compris de prétendues difficultés informatiques pour la mettre en œuvre!

Bien sûr, la seule raison de son refus est le coût de cette mesure, entre 500 et 700 millions d'euros, et le fait que le gouvernement



croit qu'ensuite, elle soit appliquée au RSA ou à l'APL.

Le gouvernement affiche tout son mépris social en décrétant que les personnes handicapées doivent se satisfaire de dépendre de leur

conjoint, comme il professe que les chômeurs sont des assistés.

Rien d'étonnant de la part de ces politiciens à plat ventre devant la bourgeoisie.

Arnaud Louvet

Loi Egalim 2 : régler la jungle capitaliste ?

La loi dite Egalim 2 a été adoptée par les députés jeudi 24 juin et doit encore être examinée par le Sénat. Il s'agit de corriger la loi Egalim 1 de 2018, qui était censée assurer un prix minimum aux agriculteurs face aux géants de la grande distribution.

La première version de cette loi prévoyait notamment l'interdiction de vente à perte pour les agriculteurs ainsi qu'un encadrement des promotions dans les grands magasins. Mais il y a loin des mots et de la loi à la réalité. Le combat est en effet on ne peut plus inégal entre les agriculteurs d'un côté, en particulier les plus petits, et les grosses entreprises de transformation

industrielle et les centrales de la distribution de l'autre.

Un an après l'entrée en vigueur de la loi Egalim 1, un rapport du Sénat listait les différentes techniques utilisées par les grands groupes pour contrebalancer ses éventuels effets : hausses de prix pour les consommateurs, publicité accrue sur les grandes marques et celles des distributeurs dans les rayons des

supermarchés.

Les députés eux-mêmes reconnaissent que la situation des agriculteurs ne s'est pas améliorée. La nouvelle loi est donc censée compléter la première, notamment en prévoyant que les prix soient fixés pour trois ans, mesure destinée à préserver les revenus des producteurs des variations des cours des matières premières agricoles. Mais rien n'empêchera par exemple les industriels d'aller s'approvisionner sur le marché mondial, si les prix en question ne leur conviennent pas. Voilà qui laisse entrevoir ce que sera l'efficacité



d'Egalim 2. De plus, les industriels de l'agro-alimentaire se sont saisis sans honte de l'occasion pour demander eux aussi des garanties de prix minimum pour leurs produits. Au final, ce sont probablement les consommateurs qui feront les frais de ce bras de fer entre les industriels et la grande distribution. Le gouvernement a déclaré qu'une hausse de prix en rayon était envisageable, et il n'y a aucune raison de croire le ministre quand il assure qu'elle se limiterait à quelques centimes.

Le gouvernement prétend vouloir encadrer les

négociations tarifaires, de façon à garantir les revenus des agriculteurs. Mais, comme sur tous les autres marchés de l'économie capitaliste, ce ne sont pas des textes de loi pouvant toujours être contournés qui régissent les relations entre les producteurs et les distributeurs, mais des rapports de force et une lutte féroce pour les profits. Dans la jungle capitaliste, les plus faibles, en l'occurrence les petits agriculteurs, n'ont pas plus de garantie que les autres travailleurs de pouvoir vivre décemment de leur travail.

C. P.

Miracle à Rennes

En l'église Notre-Dame-en-Saint-Melaine, à Rennes, le progrès technique fait rage.

Un grand écran a été fourni par une entreprise rennaise, permettant

la diffusion d'informations mais aussi de photos ou de vidéos. Mais le clou du spectacle est incontestablement l'installation d'un bénitier automatique!

Celui-ci permet de se fournir en eau bénite sans contact, limitant ainsi la propagation du Covid. En ce domaine, ne vaudrait-il pas mieux s'en remettre à la science?

Groupe Vivarte : étranglé par la finance

Le groupe d'habillement Vivarte, qui regroupait il y a moins de dix ans encore plus de 20 000 salariés sous de nombreuses enseignes (André, Naf Naf, Chevignon, La Halle...), va vendre la dernière des marques qu'il lui reste, Minelli, puis disparaître.

Cette liquidation progressive d'un des plus grands groupes de ce secteur a été une source d'enrichissement considérable pour de nombreux actionnaires et créanciers. En effet Vivarte a été endetté après avoir été la victime plusieurs fois d'un rachat à effet de levier, un mécanisme financier très lucratif pour les actionnaires mais dévastateur pour les travailleurs. Il consiste pour les futurs actionnaires à acheter une entreprise en empruntant de l'argent, et en mettant la dette sur le compte de l'entreprise rachetée. Les anciens propriétaires y trouvent leur compte, car ils vendent leur entreprise à bon prix, et les nouveaux propriétaires aussi, car ils payent avec de l'argent qu'ils n'ont pas et qu'ils feront rembourser par les travailleurs de l'entreprise rachetée.

En 2004, une première opération de ce type a concerné Vivarte. Les anciens propriétaires, la famille Descours, ont cédé

la majeure partie de leurs actions au fonds d'investissement Paribas Affaires Industrielles (PAI Partners). Cela a entraîné un premier accroissement de l'endettement de Vivarte. Puis, en 2007, PAI Partners a revendu toutes ses parts à un autre fonds d'investissement, Charterhouse, encore une fois par une opération à effet de levier. Cette fois-ci, l'opération a été très lucrative pour les vendeurs, qui ont cédé pour 3,2 milliards d'euros une entreprise qu'ils avaient achetée 1,5 milliard trois ans auparavant. En même temps, cela a fait exploser l'endettement de Vivarte, l'élevant à 3,1 milliards d'euros.

Cette dette considérable puis la crise financière de 2008 qui a suivi ont déclenché la marche vers la liquidation. Les actionnaires et les créanciers se sont alors payés en vendant par petits bouts une entreprise endettée mais valorisée à plus de 4 milliards d'euros. Année après année, des marques ont été vendues

et des milliers d'emplois supprimés.

En 2016, le dernier PDG de Vivarte, Patrick Puy, spécialiste des liquidations, est arrivé aux commandes avec un programme clair, déclarant : « *Survivre, ça veut dire qu'on se sera coupé un bras, une jambe, mais qu'au bout de votre mission l'entreprise pourra continuer.* » En 2018, il vendait la marque André au site Internet de vente en ligne Spartoo. Deux ans plus tard, André déposait le bilan et supprimait 600 emplois. En 2020, Patrick Puy restructurait et vendait La Halle. Plus de 2000 emplois disparaissaient.

Aujourd'hui, alors qu'il a coupé les bras, les jambes, la tête et va fermer la boutique, dans une interview à la presse Puy conclut : « *Je vais partir avec le sentiment d'avoir fait le job.* » Il est certain que les actionnaires peuvent le remercier. Grâce à lui et ses prédécesseurs, ils ont tiré tout le profit qu'ils pouvaient de milliers de travailleurs, au point de faire mourir l'entreprise. Mais qu'importe, du moment qu'ils trouvent un autre endroit où placer leur capital et recommencer ce genre d'opérations.

Pierre Royan

Bordeaux : les immeubles ne tombent pas par hasard

Cinq jours après l'effondrement de deux immeubles dans le quartier Saint-Michel de Bordeaux, rue Planterose, deux autres immeubles se sont effondrés dans la nuit du 20 au 21 juin rue de la Rousselle, à quelques centaines de mètres, blessant trois personnes.



Rue Planterose, les défauts étaient identifiés depuis 2014 et des travaux prévus en 2016 par InCité, la société d'économie mixte gestionnaire du patrimoine ancien en centre-ville. Entre-temps, l'immeuble avait été revendu par InCité à des investisseurs, avec obligation de travaux. Les investisseurs se sont empressés de ne rien faire et ont revendu l'immeuble à InCité en 2019... jusqu'à ce qu'il s'effondre.

Rue de la Rousselle, c'est après avoir racheté en 2019 un des immeubles à InCité que le nouveau propriétaire avait engagé un chantier de consolidation. Là aussi, après changement d'architecte et autres péripéties, les délais se sont allongés. Il y a

quelques mois, les travaux ont été stoppés après l'apparition de fissures et en attendant qu'un accord se fasse entre les différents propriétaires des immeubles voisins.

Ces immeubles sont tous dans le cœur historique, datant des 16^e, 17^e ou 18^e siècles. La mairie de Bordeaux au temps de Juppé a bien dépensé des millions pour ravalser les façades du centre-ville. Mais ce qui ne se voit pas, les toitures, les gouttières, a souvent été oublié, ce qui peut expliquer, selon les architectes, les infiltrations et l'affaiblissement des structures.

Il faut ajouter à cela que, rue Planterose comme rue de la Rousselle, les défauts des immeubles étaient connus et identifiés, mais ni InCité ni les propriétaires n'ont été très pressés d'engager les moyens nécessaires pour les sécuriser, faisant risquer leur vie aux habitants.

Correspondant LO

Paris : des migrants devant l'Hôtel de ville

Jeudi 24 juin à 20 heures, face à l'inaction des autorités, plus de 500 migrants sans abri soutenus par l'association Utopia56 ont installé des centaines de tentes devant l'Hôtel de Ville de Paris, pour réclamer la mise à disposition d'hébergements d'urgence.

Les militants associatifs voulaient dénoncer l'insuffisance du nombre de places mises à disposition par la préfecture d'Île-de-France. Seule la moitié des demandeurs d'asile peuvent être hébergés, d'après des chiffres de janvier 2021. Cette situation les conduit à demander secours auprès d'autres types de structures ou les condamne à la rue. En Île-de-France, c'est encore pire : seuls trois demandeurs d'asile sur dix parviennent à être hébergés.

La réaction des migrants et d'Utopia56 a poussé la mairie de Paris à mettre à

disposition deux gymnases et une halle d'exposition pour abriter les occupants de la place. Il s'agit donc d'une mesure très provisoire : ces centaines de personnes, dont de nombreuses familles, risquent de se retrouver à nouveau à la rue dès qu'elles ne seront plus sous le feu des projecteurs.

Cette situation est d'autant plus inacceptable qu'il y aurait à Paris 113 000 logements vacants et autant de résidences secondaires ou de logements occupés de façon occasionnelle.

Sacha Kami



UTOPIA 56

Lisez
Lutte de classe
revue de
l'Union communiste
internationaliste

Au sommaire du n° 217
(juillet-août 2021) :

- Après les élections régionales
- Automobile : l'impasse de la politique de « relocalisation » de la CGT
- Agression contre la CGT : un avertissement
- Féminisme, intersectionnalité et lutte de classe
- La fièvre du bitcoin, symptôme d'un système économique malade
- Birmanie : la classe ouvrière face à l'armée et à l'impérialisme
- Génocide au Rwanda : 27 ans de mensonges et de déni sur la complicité de la France

Prix : 2,50 euros-Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.



Algérie : Tebboune désavoué, le mécontentement demeure

En Algérie, les élections législatives anticipées du 12 juin, censées apporter une issue à la crise politique, n'ont fait que l'accentuer. Boycottées par la plupart des partis dits d'opposition, elles ont été marquées par une abstention historique de 77 %.

Ces élections se sont déroulées dans un contexte de crise sociale aiguë et de répression accrue à l'encontre de tous ceux qui contestent le pouvoir. Parmi les 25 millions d'électeurs, seuls 5,6 millions ont voté, et plus d'un million d'entre eux ont glissé dans l'urne un bulletin nul. C'est dire si le président Abdelmadjid Tebboune, qui prétendait poser les bases d'une « Algérie nouvelle », vient de subir un désaveu cinglant. Il se révèle être la façade civile bien fragile d'un pouvoir militaire

aux aguets.

Le FLN, parti au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1962, est arrivé en tête, emportant 105 sièges sur 407. Lui et son allié du RND (57 sièges) incarnent le « système » rejeté par le Hirak, le mouvement populaire né en 2019 contre la candidature de Bouteflika à un cinquième mandat. Afin de donner l'illusion d'un renouvellement de la classe politique, Tebboune a promu des candidats présentés comme issus de la « société civile » et favorisé

la candidature de listes indépendantes, en octroyant même des financements aux candidats ayant moins de quarante ans. Recrutés parmi les hommes d'affaires ou les professions libérales, ces candidats plus jeunes n'ont pas réussi à rendre cette élection plus crédible. Nombre d'entre eux semblent être les faux-nez des partis liés au régime.

Les islamistes du MSP, quant à eux, ont obtenu 64 sièges. Après la décennie noire des années 1990, ils ont été domestiqués par Bouteflika, qui leur a accordé bien des avantages, et avec qui ils ont gouverné. Tebboune sait qu'il peut compter sur eux ; leur leader Abderrazak Makri s'est dit même prêt à devenir Premier ministre dans le contexte tendu que traverse le pays.

En s'abstenant massivement, la population a exprimé son dégoût pour des politiciens corrompus et un système qui perdure. Deux ans après le déclenchement du Hirak, la désillusion est grande. Pour s'imposer, le pouvoir accentue la répression. Plus de 200 personnes sont emprisonnées pour leurs opinions, des hirakistes, des journalistes, des militants ou de simples travailleurs. Les partis dits d'opposition,



Manifestation du 7 mai à Alger.

islamistes de la mouvance Rachad ou démocrates du PAD, tout en ayant appelé au boycott, n'ont aucune perspective à leur proposer. Ils restent sur le terrain d'un ordre social bourgeois qui écrase les classes populaires, et sont indifférents voire n'ont que mépris à l'égard des revendications sociales qui se sont exprimées ces derniers temps.

En effet le mécontentement est profond et la désillusion ne signifie pas la résignation. Les travailleurs et les classes populaires refusent que les grands patrons, les hauts gradés de l'armée et les dirigeants du régime

continuent à les exploiter et à voler les richesses du pays, pendant que les conditions de vie se dégradent à toute allure, sous l'effet du chômage et de l'inflation.

Ces derniers mois, les travailleurs de différents secteurs sont entrés en lutte pour les salaires, l'emploi, le droit syndical, l'accès au logement ou à l'eau. Cette élection ne résout rien pour eux. Elle rend encore plus criante la nécessité pour la classe ouvrière d'avoir son propre parti, un parti qui défende ses intérêts et offre une perspective à toute la société.

Leïla Wahda



Manifestation des travailleurs de Numilog. Sur les banderoles : « Pour le respect des libertés syndicales », « Pour l'unité du combat ».

Sommet de l'UE : le démagogue et les hypocrites

Le sommet tenu à Bruxelles les 24 et 25 juin a été l'occasion pour une grande partie des dirigeants de l'Union européenne de mettre en scène leur indignation contre une loi récemment votée en Hongrie, qui assimile homosexualité et pédophilie.

Macron, Merkel et onze autres chefs d'État ont affiché à bon compte une posture de défenseurs des droits de l'homme et de la tolérance présentés comme des valeurs européennes.

Le Parlement hongrois a en effet adopté le 15 juin une loi stigmatisant l'homosexualité, assimilée à une déviance et une menace pour les enfants. En plus d'être inspiré par une démagogie réactionnaire, ce texte durcit le contrôle de l'État sur l'édition, les publicités, les séries et les films diffusés à l'adresse des mineurs. Ainsi, la saga *Harry Potter* ou un film comme *Billy Elliot* seront interdits aux moins de 18 ans, sous prétexte qu'ils évoqueraient l'homosexualité. Cette mesure s'ajoute

aux nombreuses remises en cause de la liberté d'expression auxquelles s'est livré le régime d'Orban.

Au sommet européen, pour répondre aux critiques de ses homologues européens, le dirigeant hongrois a mis en avant de prétendues préoccupations éducatives, déclarant : « La loi ne porte pas sur les homosexuels. Elle concerne la façon dont les parents veulent faire l'éducation sexuelle de leurs enfants. » Mais quand Macron enfourche le cheval de défenseur des droits des minorités sexuelles face à Orban, cela relève de la tarifierie. La France est un allié privilégié de l'Arabie saoudite, où l'homosexualité est punie de peines de prison et du fouet. Surtout, dans ce

même sommet où la loi homophobe d'Orban soulevait l'indignation, les dirigeants européens ont renouvelé sans états d'âme la manne financière à destination de la Turquie d'Erdogan pour financer des camps où sont retenus les migrants qui tentent de gagner l'Europe. Or, à Istanbul justement, samedi 26 juin, le défilé de la Gay Pride était à nouveau interdit, comme depuis 2015. Les rassemblements ont été violemment dispersés par la police, les associations LGBT en Turquie dénonçant une campagne de haine menée par le gouvernement turc.

L'indignation contre les discriminations et la stigmatisation des minorités sexuelles est à géométrie, ou plutôt à géographie variable pour les dirigeants de l'Union européenne. Quant aux droits des migrants, ils sont tout à fait inexistantes.

Boris Savin

États-Unis : effondrement à Miami

Le 24 juin, au cours de la nuit, un immeuble de douze étages s'est effondré à Surfside, une ville côtière de Floride faisant partie de l'agglomération de Miami. Seule une trentaine d'occupants des 55 appartements ont survécu, dont une dizaine qui ont été blessés.



L'immeuble effondré.

Dans les décombres, les sauveteurs avaient déjà découvert onze corps et cherchent les restes des 150 personnes portées disparues.

Cet immeuble, construit en 1981, devait subir la certification des quarante ans obligatoire. Un cabinet d'ingénieurs avait récemment repéré des fissures et préconisé des réparations d'ampleur. Mais, comme pour de très nombreuses infrastructures aux États-Unis, l'argent manque pour la maintenance, au point que de très nombreux ponts s'effondrent, des tunnels se fissurent, des réseaux électriques tombent

en panne, etc. Ainsi les dirigeants des États-Unis, Biden aujourd'hui et Trump avant lui, parlent de plans d'investissements massifs dans les infrastructures vieillissantes du pays, pour rattraper les retards accumulés.

Pour l'instant, au sein de la plus grande puissance économique du monde, l'argent coule à flots vers la grande bourgeoisie. Il alimente la frénésie spéculative mais, pour les réparations et mises à niveau nécessaires à la sécurité quotidienne de la population, il manque toujours.

Lucien Déroit

Pérou : les manœuvres de Fujimori

Samedi 26 juin, vingt jours après le deuxième tour de l'élection présidentielle au Pérou, les partisans du candidat de centre-gauche Pedro Castillo ont manifesté pour que sa victoire électorale soit enfin reconnue.



Pancartes satiriques contre Keiko Fujimori dans une manifestation à Lima, le 27 juin.

Son adversaire de droite, Keiko Fujimori, refuse de reconnaître sa défaite. Pire, elle et ses partisans ont déclenché une campagne raciste contre les électeurs de Castillo. Non contente de traiter ces électeurs d'origine indienne

d'arriérés et d'analphabètes, parce qu'ils n'ont pas voté pour elle, la candidate battue dénonce une fraude électorale parce qu'elle n'est distancée que de 44 000 voix. Et, bien que les observateurs internationaux et le département

d'État nord-américain aient déclaré que l'élection était un modèle de démocratie, la candidate de droite réclame maintenant un audit international qui lui donnerait raison, de la même façon que la droite conservatrice bolivienne avait réussi à annuler en sa faveur la dernière élection d'Evo Morales.

Keiko Fujimori met d'autant plus de zèle dans ses manœuvres que la justice péruvienne vient de la dispenser d'une détention provisoire faisant suite aux poursuites engagées contre elle pour blanchiment d'argent et financement illicite, dans lesquelles, en théorie, elle risque une peine de trente ans de prison. Mais les juges péruviens, comme d'autres, savent dans quel camp ils jouent.

Si une partie de l'électorat populaire d'origine indienne n'a pas voté pour la candidate de droite, il y a à cela de bonnes raisons : cette population n'a pas oublié la politique menée par son père quand il était président dans

les années 1990, notamment sa politique de stérilisation forcée massive des femmes indiennes.

Pour le reste, que la droite péruvienne, comme d'ailleurs la droite dans toute l'Amérique latine, soit prête à tous les coups tordus pour conserver le pouvoir politique, ce n'est pas une surprise. Les parlementaires péruviens se conduisent comme une mafia.

On les a vus à plusieurs reprises démettre des présidents qui n'étaient pas de grands réformateurs, mais qui ne leur convenaient pas, au nom, sans rire, de la lutte contre la corruption, un sujet dont ils sont par ailleurs experts.

Que le candidat légitime soit finalement élu ou pas, ce n'est certes ni à la présidence ni au Parlement que se réglera le sort des classes populaires, et ceux qui manifestent aujourd'hui pour soutenir Castillo auront intérêt à rester mobilisés.

Jacques Fontenoy

C'est la fête pour les banquiers américains

Depuis la crise déclenchée par la pandémie, la banque centrale américaine, la Fed, avait voulu limiter les versements de dividendes aux actionnaires des banques. Leur reprise était conditionnée aux résultats de tests quant à leur solvabilité. C'est chose faite et les plus grandes banques américaines viennent d'annoncer les versements qu'elles s'approprient à faire.

Ainsi Morgan Stanley, une des plus grosses banques américaines, projette le doublement du dividende trimestriel et le rachat de ses propres actions pour 12 milliards de dollars sur l'année à venir. Si les classes populaires ont vu leur revenu s'effondrer, les banquiers, eux, ont accumulé d'importants capitaux excédentaires selon le PDG de la banque.

Quand ça va mal, c'est souvent le meilleur moment pour les plus gros capitalistes.

I. R.

Rapport du GIEC : les bons conseils ne refroidiront pas le climat

Une version préliminaire du sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été rendue publique le 23 juin. Enchaînant les constats et les prévisions inquiétantes, il s'adresse pêle-mêle aux gouvernements, aux entreprises et aux simples citoyens pour les appeler à limiter le réchauffement.

Encore plus alarmant que ceux qui l'ont précédé, ce texte évoque des conséquences irréversibles pour l'espèce humaine dès 2050. Ces conséquences dramatiques, les dirigeants politiques et économiques les connaissent depuis longtemps : chaque rapport du GIEC n'est publié qu'après avoir été validé à l'unanimité par 195 États, et la conférence mondiale sur le climat actuellement en préparation est déjà la 26^e du nom (COP26)!

Le constat est donc patent, mais ses auteurs sont loin d'attaquer le mal à la racine, c'est-à-dire de contester l'organisation sociale capitaliste. Que dirait-on d'un médecin qui se contenterait de prières pour combattre un virus mortel ? Ainsi ont fait les prêtres de toute obédience, et certains le font encore pour combattre le Covid ou d'autres calamités. On qualifie alors d'ignorants et de criminels ceux qui

prétendent combattre le mal par la superstition, au lieu d'administrer les remèdes efficaces, ceux de la science, pour sauver les hommes.

C'est pourtant là l'attitude de toutes les forces qui se déclarent peu ou prou « défenseurs de l'écologie », de quelque groupement ou faction qu'ils soient. Pas un n'a le courage de s'attaquer à la domination de la classe capitaliste, à ses règles, à sa dictature de fait sur le monde. Tout au plus, déclarant qu'« il faut que ça change », ils appellent à manifester pour demander aux dirigeants de cette classe sénile de se montrer raisonnables et de se transformer en défenseurs du genre humain. C'est bien loin du compte. Le capitalisme a mis la planète à feu et à sang depuis qu'il existe. Il a été responsable des deux guerres mondiales, des guerres permanentes contre les peuples à travers le monde, et potentiellement d'une troisième

guerre mondiale à laquelle tous les États se préparent. Le capitalisme, avec l'appui des gouvernements, poursuit la destruction des espaces vitaux, en connaissance de cause et en sachant les conséquences. Demander aux dirigeants de ce monde-là de changer est un aveu d'impuissance.

Mais, comme l'ont dit Marx et Engels il y a déjà 165 ans, la société capitaliste ne peut être qu'une étape de l'histoire de l'humanité, et certainement pas la dernière. Le système capitaliste ne peut cependant être abattu que par la classe qu'il a lui-même créée et qui n'a que ses chaînes à perdre :

le prolétariat, la classe ouvrière mondiale. Il faut pour cela, non des prières, mais un programme communiste, pas des conseils de savants, mais un parti mondial de la révolution et, loin des processions et des incantations, le mouvement réel de la lutte de classe.

Paul Sorel



Effets de la sécheresse en Californie.

Afrique du Sud : juin 1991, la fin de l'apartheid

Le 17 juin 1991, le Parlement d'Afrique du Sud abolissait la loi qui classait chaque individu en fonction de prétendues « races ». Cela marquait une victoire des Noirs contre l'apartheid, régime discriminatoire et odieux en vigueur depuis 1948, dans ce pays issu du colonialisme hollandais puis britannique.

C'était aussi une étape dans le transfert du pouvoir vers le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela.

Le Parti national au pouvoir avait organisé la domination de la bourgeoisie sud-africaine en divisant légalement la population selon des critères raciaux, la grande majorité étant noire et pauvre. Plusieurs millions de Noirs étaient parqués dans les bantoustans, des territoires formellement indépendants où ils étaient contraints de vivre sur des terres arides à l'écart des centres industriels.

En Afrique du Sud proprement dite, les Noirs n'avaient le droit de résider que dans des zones strictement délimitées. Ceux qui travaillaient dans la journée dans les centres-villes, comme les employés de bureau, ou dans les quartiers blancs, comme les femmes de ménage, n'avaient pas le droit d'y vivre. La nuit tombée, ces travailleurs indispensables devaient disparaître vers les bidonvilles, les townships, comme s'ils n'existaient pas.

Un régime discriminatoire insupportable

Le township le plus connu, celui de Soweto, concentrait une population plus importante que Johannesburg, la plus peuplée des villes blanches, à 15 kilomètres de là. Et pourtant Soweto, dont le nom était l'abréviation de South Western Townships, n'apparaissait sur aucune carte, symbole de la négation de

la population noire par le régime d'apartheid.

Alors que le colonialisme européen était remis en cause dans le reste de l'Afrique, les innombrables discriminations quotidiennes devenaient de plus en plus insupportables. La France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, quoique critiquant parfois le racisme dans des déclarations sans effet, soutenaient le régime sud-africain. La bourgeoisie de ces pays impérialistes, au travers des liens économiques et des investissements dans les entreprises sud-africaines, profitait elle aussi de l'exploitation d'un prolétariat noir sans droits.

La classe ouvrière dans la lutte

Le Parti communiste avait été créé en 1921 en s'opposant à la ségrégation. Il organisait des travailleurs et des intellectuels indépendamment de la couleur de peau. Devenu stalinien, il s'était aligné dès les années 1930 derrière les nationalistes noirs de l'ANC. C'est avec l'aide du PC que l'ANC prit la tête du mouvement anti-apartheid qui se développa à la fin des années 1950. Le régime réprima alors brutalement ceux qui demandaient des droits démocratiques. En mars 1960, la répression fit 69 morts et 400 blessés à Sharpeville. L'ANC et le PC furent interdits, leurs chefs arrêtés, dont Nelson Mandela, et jetés au bagne pour des dizaines d'années.

La contestation massive reprit dans les années 1970, particulièrement sous forme d'agitation ouvrière



En août 1976, manifestation étudiante contre la répression.

et de grèves. La jeunesse noire se joignit au mouvement aux cris de « *Le pouvoir nous appartient* » et fut durement réprimée en juin 1976 à Soweto. Ce fut loin d'étouffer la contestation comme l'espérait le gouvernement : 160 townships se soulevèrent dans les mois qui suivirent.

À partir de là, les grèves dans les mines et les usines et les soulèvements des townships rythmèrent la vie de l'Afrique du Sud. En 1985, 45 000 mineurs commencèrent une grève qui se généralisa dans toute la région du Transvaal. Une semaine plus tard eut lieu une autre grève générale de deux jours à Port-Elizabeth. De multiples revendications s'exprimaient : le droit de vote, un réel accès à l'éducation, le gel ou la baisse des loyers, l'augmentation des salaires... De jeunes Blancs refusaient de faire le service militaire pour ne pas être les instruments de la répression.

Le pouvoir blanc fait des concessions

Le régime de dictature basé sur l'apartheid non seulement ne réussissait plus à faire taire la contestation, mais il la polarisait. Ces

luttés ouvrières déterminées obligeaient le patronat à reconnaître les syndicats non-blancs qui se créaient, à prendre langue avec l'appareil de la centrale syndicale Cosatu. En même temps que les patrons combattaient les grévistes par des licenciements massifs, leurs représentants cherchaient à rencontrer des dirigeants de l'ANC en exil pour explorer avec eux les conditions d'une fin de l'apartheid.

Malgré une répression qui jeta en prison 40 000 manifestants et grévistes en 1986, les plus jeunes ayant onze ans, le gouvernement perdait le contrôle des townships. Il dut faire quelques concessions, en autorisant par exemple les mariages interracialisés ou en abolissant le passeport intérieur qui limitait les déplacements des Noirs dans leur propre pays. En 1987, le ministre de la Justice lui-même entama des rencontres secrètes avec le prisonnier Nelson Mandela.

L'ANC était à la tête de cette vague de luttes. Ses militants, qui étaient aussi ceux du PC et de la centrale syndicale Cosatu, donnaient aux ouvriers en grève et à la jeunesse noire révoltée un programme de droits démocratiques mettant au premier plan l'égalité juridique entre Noirs et Blancs, mais ne cherchant pas à remettre en cause la domination de la bourgeoisie. L'ANC voulait partager le pouvoir avec les représentants de la bourgeoisie blanche et permettre à une bourgeoisie noire d'émerger. L'énergie de la classe ouvrière et sa combativité étaient pour ces dirigeants un levier pour forcer le Parti national à négocier avec eux, sans remettre en cause le système capitaliste.

Sous la direction de De Klerk, le Parti national leva l'interdiction de l'ANC en 1990 et Mandela put sortir

de prison. Les dernières lois raciales furent annulées en 1991. Le Parti national et l'ANC étaient désormais unis au pouvoir pour assurer une transition ordonnée vers le régime de l'après-apartheid. Ils orientèrent le pays vers des élections où les Noirs avaient enfin le droit de vote.

La bourgeoisie garde son pouvoir

Mandela fut élu à la présidence en 1994, De Klerk devenant son vice-président. Ainsi, après une période de luttes ouvrières profondes, après l'abolition des mesures discriminatoires les plus choquantes, l'essentiel de l'ordre social restait inchangé. Au sein de l'appareil d'État se côtoyaient désormais les anciens gardes-chiourmes racistes et les parvenus noirs. La domination économique de la grande bourgeoisie blanche elle-même demeurait.

Le nouveau régime politique incluait désormais des dirigeants noirs, qui allaient se montrer capables de la même férocité que leurs prédécesseurs blancs dans la défense des privilèges de classe.

Ainsi, en 2012, la police commit le pire massacre depuis celui de Sharpeville en assassinant 34 mineurs en grève contre une compagnie dont Cyril Ramaphosa, 42^e fortune du continent africain, était actionnaire. Depuis, cet ancien dirigeant syndical des mineurs et de l'ANC, à l'époque du combat contre l'apartheid, est devenu président.

Pour le prolétariat d'Afrique du Sud, les traditions d'organisation et de lutte acquises dans la lutte contre l'apartheid constituent un acquis précieux dont il aura besoin pour les prochains combats, cette fois-ci pour abattre le système d'oppression lui-même.

Lucien Déroit



Meeting des mineurs de Marikana en grève le 16 août 2012.

La Poste et Adrexo : les margoulins de la distribution

Pour un peu, La Poste se serait présentée en chevalier blanc volant au secours d'une société défailante pour distribuer à sa place, avant le second tour des élections, cinq millions de plis sur les trente-sept millions dont Adrexo aurait dû s'occuper.

En réalité, selon les chiffres du ministre de l'Intérieur, que ce soit avec La Poste ou avec Adrexo, 9 % des plis n'avaient pas été distribués à temps pour le premier tour des élections régionales et départementales. Les dirigeants d'Adrexo savaient qu'ils n'avaient pas les effectifs suffisants mais ils avaient l'œil rivé sur la distribution... des centaines de milliers d'euros à la clé du contrat avec le ministère de l'Intérieur.

Quant à La Poste, selon le syndicat SUD, depuis l'élection présidentielle de 2017, elle a supprimé

25 000 emplois dont 13 000 pour la distribution du courrier. Les facteurs ont donc des tournées de plus en plus longues. Ils doivent distribuer, en plus du courrier, des prospectus publicitaires sans adresse depuis que La Poste leur a attribué une partie du travail effectué auparavant par sa filiale Mediapost, de façon à réduire là aussi les effectifs. Cette société emploie 10 500 salariés dont près de 8 000 distributeurs de prospectus publicitaires. Son concurrent et partenaire Adrexo, 17 000 salariés, pour la plupart à temps partiel avec un salaire brut moyen de

600 euros, a été racheté par un repreneur au groupe de presse d'Ouest-France.

Mediapost et Adrexo se regroupent en un syndicat patronal de la distribution directe. En 2004, tous deux avaient signé une convention collective mettant fin au travail à la tâche qui rétribuait les distributeurs à la quantité de prospectus, sans bulletin de salaire. Mais c'était pour introduire le système dit de la pré-quantification du temps de travail. La société décrète, selon ses propres critères, combien de temps il faut pour distribuer un lot de prospectus, un temps bien inférieur à la réalité. Ainsi, bien des salariés travaillent au-delà des heures qui leur sont effectivement payées. Quelques-uns ont pu obtenir des dédommagements. À Grenoble, treize



Préparation des plis électoraux.

distributeurs se sont cotisés pour payer un huissier constatant leur temps de travail effectif afin que leur demande soit recevable par la Justice ! Mais les bénéfices de la pré-quantification sont tels que Mediapost comme Adrexo préfèrent comparaître constamment devant les tribunaux, quitte à provisionner un peu d'argent pour les procès qu'ils perdent.

Depuis 2015, le contrôle qu'ils exercent sur les travailleurs a même été perfectionné. Mediapost enregistre la localisation des distributeurs toutes les dix secondes au moyen d'un boîtier mobile qu'ils portent sur eux lors de leur tournée. Si l'un d'eux reste trop longtemps à un même endroit, ou s'il va aux toilettes, le point passe au rouge et il peut être amené à se justifier au retour de tournée. Adrexo préfère des

badgeuses portatives qui avertissent le distributeur quand le temps qui lui est imparti pour effectuer sa tournée est écoulé.

S'il n'a pas terminé, il doit prendre contact avec son manager qui lui ordonne soit de rentrer au dépôt, soit de continuer. On imagine tout ce que cela suppose de pressions sur des travailleurs qui sont souvent au RSA, ou avec une trop petite retraite et ont absolument besoin de ce travail, même à temps et à salaire partiels.

Pour le moment, il y a eu de nombreuses réactions, certaines collectives, mais localisées et limitées à une entreprise de distribution. Si l'on additionne les travailleurs de La Poste, de Mediapost et d'Adrexo, ils représentent plus d'une centaine de milliers de travailleurs. Une belle force face à ces patrons de combat!

Jean Sanday



Plis électoraux en attente de distribution.

Plis non distribués mais profits bien encaissés

Dans une interview donnée à Franceinfo le 23 juin, le directeur d'Adrexo expliquait tranquillement que les intérimaires avaient jeté d'eux-mêmes les plis électoraux par mauvais état d'esprit et ne sachant pas faire la distribution des colis et courriers, ou encore que certains intérimaires étaient partis avant la fin de leur mission.

C'est seulement à la toute fin de cette interview qu'il glissait quand même que l'entreprise avait embauché 7 000 intérimaires, là où il en fallait, d'après la direction, 20 000. Et bien entendu, ce dirigeant grassement payé n'a donné aucune explication sur les salaires proposés et les heures de travail imposées.

Mais il se trouve que cette entreprise choisie par le gouvernement pour distribuer les plis électoraux dans 51 départements de sept régions est déjà connue pour les conditions de travail qui règnent chez elle. En 2011, par exemple, un

retraité de 75 ans, dont la pension de 740 euros était insuffisante pour survivre, avait accepté un travail chez Adrexo. 26 heures par mois payées 238 euros. Mais les centaines de kilos à soulever et à transporter lui furent fatals et il mourut 19 jours après. L'entreprise fut condamnée en 2015 à verser 5 000 euros à la famille.

D'autres travailleurs ont témoigné au fil des ans de conditions épouvantables. Pour préparer les colis, beaucoup doivent faire le travail chez eux et utiliser ensuite leur voiture personnelle. Des dizaines de

travailleurs ont gagné des procès en Prud'hommes car ils étaient payés à temps partiel et travaillaient à plein temps.

En 2007 et 2012, les gouvernements avaient même essayé de faire passer des décrets permettant ces pratiques, tous retoqués sans que l'entreprise les modifie. En 2009, le dirigeant de l'époque s'était fait remarquer en affirmant : « *J'estime qu'Adrexo rend service à ces gens : grâce à ce boulot, ils se maintiennent en forme et économisent un abonnement au gymnase.* »

Ces requins ont obtenu avec le marché des plis électoraux un nouveau moyen de s'enrichir aux dépens des travailleurs et avec l'argent de l'État, sans même remplir les termes du contrat, mais en bénéficiant de la complicité du gouvernement.

Marion Ajar



Nos lecteurs écrivent

La retraite prise de tête

Ouvrière toute ma vie, cette année je suis passée de travailleuse handicapée à retraitée. Eh bien, je ne m'attendais pas à une telle prise de tête !

Si la Sécurité sociale a fait le passage sans problème, l'Arrco par contre n'a pas été aussi efficace, c'est le moins qu'on puisse dire : ils m'ont demandé des justificatifs remontant jusqu'à 1977 ! Il a fallu que je leur envoie 91 photocopies, et ils m'en redemandent encore. Ils ont pourtant normalement tout ce qu'il faut, et c'est pour moi un travail énorme de retrouver chaque justificatif. À croire qu'ils veulent nous décourager, mais je suis têtue et je ne lâcherai pas. Une chance que j'ai gardé

tous mes documents depuis le début.

Je pense à ceux qui n'ont pas eu cette possibilité...

Je sais que, comme partout, il y a moins de moyens et de personnel pour faire plus de travail, mais au final c'est nous qui en subissons aussi les conséquences. Je suis révoltée qu'après une vie de labeur on nous impose en plus de telles tracasseries qui n'ont vraiment pas lieu d'être.

Je sais que je ne suis pas la seule dans ce cas et c'est pour cela que j'écris : nous sommes nombreux à avoir des raisons d'être en colère et nous devons nous manifester !

Une lectrice
de Clamart

Clinique PSS – Le Mans : une mobilisation réussie !

À la clinique du Pôle santé sud (PSS) du Mans, une mobilisation du personnel la semaine précédente a contribué au succès de la journée du 16 juin dans la santé. Le ras-le-bol et la colère accumulés depuis des mois ont éclaté.

Le turn-over est important dans cette clinique, où une quarantaine de salariés ont démissionné depuis janvier. Les salaires sont bas, avec 200 euros de moins par rapport à ceux du public pour une infirmière, 1 200 euros net pour une aide-soignante après huit ans de carrière.

C'est une décision de réduire les effectifs de tous les services pour récupérer du personnel, afin de rouvrir un service supplémentaire, qui a été l'élément déclencheur. La direction a bien essayé de calmer la colère qui montait en faisant machine arrière sur le redéploiement du personnel et en lâchant quelques concessions sur une prime. Mais ses tentatives sont restées vaines. Ses reculs montraient surtout qu'elle craignait la réaction des travailleurs. À l'appel des syndicats, une assemblée de 80 personnes et des débrayages deux matins de suite ont contribué à faire progresser le mouvement.

La direction a alors tenté à nouveau de le stopper en promettant d'avancer

les négociations salariales (NAO) si les débrayages cessaient. Elle a expliqué qu'elle n'aurait pas les moyens d'augmenter les salaires et qu'il faudrait un coup de pouce de l'État pour pouvoir les aligner sur ceux du public. Elle a même été jusqu'à encourager le personnel à faire de la journée du 16 juin un succès, pour montrer que les établissements privés de santé ont eux aussi besoin d'aides.

Cette politique consistant à se reposer sur l'argent de la collectivité est indécente. La chute d'activité de la clinique liée au confinement a déjà été couverte. Elle a obtenu de la Sécurité sociale une compensation financière lui garantissant un chiffre d'affaires équivalent à celui de l'année précédente, en échange de l'accueil de patients Covid. Elle appartient au groupe Elsan, n°2 de l'hospitalisation privée en France, qui est en pleine croissance avec plus de 120 établissements et qui a parmi ses actionnaires principaux la riche famille Bettencourt-Meyers. Payer

des salaires décents à ses salariés est donc parfaitement à sa portée, sans aller quémander des aides publiques.

Par cette manœuvre, la direction a réussi à faire stopper les débrayages, mais le personnel mobilisé a pris à son compte l'organisation du 16 juin. Des pancartes et des banderoles sont apparues dans les offices des soignants. Les déclarations de grève ont afflué et la direction a dû faire appel au préfet pour ordonner des réquisitions.

Malgré les réquisitions de grévistes, 150 salariés sur 560 se sont retrouvés le matin pour partir ensemble du PSS. Ils ont formé un cortège jeune et très dynamique pour rejoindre les autres manifestants des hôpitaux publics. Ils ont traversé toute la ville en arborant et scandant des slogans comme «Public, privé, on veut l'égalité», «Pôle santé sud: toujours donner plus pour toujours avoir moins» et aussi «Actionnaires millionnaires = salariés sous-payés».

Cette journée a été vécue comme une réussite, même si les raisons de la colère sont toujours là. C'était une première en douze ans d'existence du PSS et tous ceux qui se sont mobilisés sont fiers et contents de l'avoir fait!

Correspondant LO

Armatiss – Châteauroux : colère sur le plateau



Chez Armatiss, centre téléphonique de Châteauroux qui sous-traite les appels pour Orange, Engie et autres, les salariés ont été nombreux à débrayer le 21 juin et à se rassembler dans la cour, pour exprimer un mécontentement qui n'a pas cessé de grimper ces derniers temps.

Croulant sous le travail, ils ne peuvent pas compter sur les responsables ou les formateurs, qui sont aussi débordés, en maladie ou démissionnaires. Que ce soit en télétravail ou sur le plateau, ils

se sentent méprisés. «Nous ne sommes que des matricules», ou encore «Nous sommes mal payés mais au moins on pourrait nous respecter», c'est le sentiment général.

Dès l'annonce de la grève, la direction a essayé de la casser en convoquant les salariés. Un responsable était sur le plateau, tandis que le directeur était connecté... au volant de sa voiture, pour leur reprocher la grève: si un contrat prétendument important n'était pas signé, ils seraient responsables de

l'échec. Et d'ajouter que les syndicalistes promettent monts et merveilles, et qu'il ne faut pas croire obtenir un treizième mois et des hausses de salaire.

Après le débrayage, la direction a trouvé comme seule réponse de créer... trois commissions, pour discuter des sujets qu'elle a elle-même choisis. Son attitude renforce l'idée, parmi les travailleurs, que les augmentations de salaire ou l'embauche, il faudra les lui arracher.

Correspondant LO



Interdigital – Rennes : face aux suppressions de postes

Interdigital est une société spécialisée dans le commerce des brevets. L'activité, essentiellement financière, consiste à posséder un portefeuille de brevets bien ciblé et à faire payer une redevance pour leur utilisation à des sociétés comme Apple, Samsung ou Huawei.

Interdigital a ainsi empoché 340 millions de dollars en 2020 (+13% en un an). Il possède 926 millions de dollars de trésorerie. Il a, ces cinq dernières années, racheté puis détruit pour 380 millions de dollars de ses actions afin d'en faire monter le cours. Et accessoirement, il a bénéficié de 12 millions d'euros de crédit impôt recherche pour son centre de Rennes, repris à Technicolor en 2019.

Autant dire que l'annonce, le 10 juin dernier, de 60 suppressions de postes sur 141 au centre de Rennes est vécue par les travailleurs de l'entreprise comme un scandale inacceptable. Avertis fin mai de l'imminence du plan par une source anonyme, ils s'étaient déjà mis en ordre de bataille. Depuis, ils multiplient les initiatives, s'adressant à la presse,

interpellant les municipalités de Rennes Métropole, ou manifestant en ville lors de la journée interprofessionnelle du 22 juin. Des rassemblements ont lieu plusieurs fois par semaine devant l'entreprise. Tous dénoncent le cynisme de cette entreprise qui vante sa «responsabilité sociale et environnementale».

Interdigital, qui comptait sans doute sur un effet de surprise pour boucler son plan durant l'été, est tombé sur un os. Les travailleurs, en s'organisant, prennent confiance dans leur force et ne comptent pas en rester là. Un déplacement devant le Parlement européen, où Interdigital paie des lobbistes, est en discussion, afin d'y dénoncer l'attitude de cette société qui vit en parasite sur les activités de recherche et d'innovation.

Correspondant LO

Fret SNCF : après les remerciements, les suppressions de postes !

La direction de Fret SNCF se prépare à supprimer encore des postes dans les triages des Aubrais et de Vierzon. Sous prétexte que la SNCF a "perdu des marchés" au profit d'opérateurs privés, de nombreux postes d'agents de manœuvre et de conducteurs de trains seraient supprimés.

Dans le capitalisme, remporter un marché, c'est plus de profits pour les patrons, la dégradation des conditions de

travail et le chômage pour beaucoup de travailleurs. Les cheminots du public comme du privé ne doivent pas se sentir en concurrence entre eux. Au contraire, tous les travailleurs du rail, qu'ils soient de la SNCF, VFLI, Europorte, Millet, devront défendre ensemble leur peau, pour ne pas faire les frais de la soif de profits de leurs patrons respectifs!

Correspondant LO

Fonderie MBF : en lutte pour sauver leur peau

Les 284 salariés de la fonderie MBF Aluminium de Saint-Claude, dans le Jura, refusent toujours de se voir jeter à la rue à la suite du placement de l'entreprise en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Dijon.

Plusieurs dizaines d'entre eux ont décidé, depuis le 28 juin, de bloquer le site logistique Renault Sofrastock de Saint-André-de-l'Eure d'où sont expédiés la visserie et les équipements (casquettes, chaussures, outils...) destinés aux salariés des usines Renault. Ils ont reçu le soutien de militants ouvriers de la Sofrastock, mais également, le 29 juin, de petites délégations de travailleurs des usines de Flins et de Cléon et du Technocentre de Guyancourt.

Pendant que les salariés de MBF se voient généralement proposer par la préfecture du Jura un dispositif d'écoute, les patrons de Renault et les gros actionnaires dorment sur un matelas de 16 milliards de liquidités, veillent sur la cote des 25 milliards placés au fil des dernières années. Le prêt de 5 milliards consenti par l'État dans le cadre de l'aide à la filière

automobile n'a pas suivi un autre chemin.

Après l'annonce de la fermeture de l'usine de Choisy-le-Roi, où plus de 160 travailleurs restent encore sans solution à court terme, les dirigeants de Renault sont à l'attaque contre ceux des fonderies et ceux des usines orientées vers les véhicules thermiques, comme Cléon et Flins, où aucune nouvelle voiture n'est programmée. Les salariés de l'ingénierie des centres techniques sont eux aussi dans le viseur depuis longtemps, nombre d'entre eux, prestataires ou intérimaires, ayant déjà été priés d'aller voir ailleurs. De ce point de vue, le télétravail lié au confinement a grandement préparé le terrain.

La mise en scène organisée par les dirigeants de Renault pour réorienter la production vers des secteurs jugés plus rentables, véhicules électriques, batteries, remise en état de flotte

d'entreprise, voire plateformes de mobilité comme l'annonce le directeur général De Meo, est surtout une stratégie de défense des profits au détriment des dizaines de milliers de travailleurs employés par le constructeur et les sous-traitants. Les seuls indispensables pourtant, ce sont eux, comme l'a prouvé la direction de la Sofrastock qui, pour livrer, a dû ruser en faisant passer un camion par l'aérodrome voisin, contournant le barrage des salariés de MBF.

Les milliards dans les coffres sont le résultat du travail de tous et toutes. Qu'importent les stratégies de De Meo, après celles de Ghosn, il y a du travail en abondance, à les en croire. Personne ne se plaindra de ne devoir se rendre à l'usine ou au bureau qu'une demi-journée ou une demi-semaine, si la tâche était répartie entre les ateliers et les usines. Mais les milliards doivent être utilisés à garantir les salaires et les emplois de tous. La seule stratégie d'avenir pour les travailleurs est là.

Correspondant LO

Renault : De Meo et le sens de l'Histoire

Le 29 juin, des travailleurs jetés à la rue suite à la fermeture de leur usine de fonderie automobile manifestaient leur colère.

Le même jour, interviewé à France Inter, le directeur général de Renault, Luca De Meo, de retour à la tête de Renault trente ans après ses débuts, déclarait à propos de cette fermeture : « *C'est malheureusement le sens de l'histoire.* »

Les fonderies, dont les ouvriers ont des années durant fabriqué les pièces en fonte ou en aluminium nécessaires au montage des véhicules, du barillet de serrure jusqu'au bloc moteur thermique, seraient condamnées par l'évolution technologique et par les contraintes liées à la lutte contre la pollution. « *On ne peut pas d'un côté souhaiter arrêter les voitures à combustion dans dix ans et, de l'autre, se plaindre qu'il y ait certaines conséquences sur le système* », a commenté le grand patron. Passer à la voiture électrique « *aura un coût social* », affirme-t-il, désignant clairement les milliers de salariés de Renault, de la sous-traitance et des agences d'intérim qui, déjà, se retrouvent sans emploi ou se demandent de quoi leur avenir sera fait.

De Meo justifie de même les économies drastiques qui ont permis, selon lui, de redresser l'entreprise, que la stratégie de son prédécesseur aurait conduite au désastre. Le choix de produire des véhicules haut de gamme, beaucoup plus rentables, est assumé tranquillement. Pour adapter les usines et les centres techniques à sa vision d'avenir, et pour conserver une nécessaire main-d'œuvre qualifiée, « *il y a des budgets et de*

**Travailleurs,
forgeons**



**nous-mêmes
notre avenir !**

l'argent pour transformer les compétences de 10 000 personnes ». Quant aux autres, quel sort leur est-il réservé ? Ayez confiance, sous-entend le directeur général, prenant l'exemple de l'usine de Flins qui, selon lui, deviendrait « *la plus grande plateforme d'économie circulaire en Europe* » : Renault se transforme avec sollicitude « *pour donner un avenir à [ses] gens* ».

S'il parvient à rassurer ses pairs, ce n'est pas le cas des travailleurs, en tout cas justement pas de ceux de Flins, qui viennent de faire connaître leur inquiétude, ni de ceux des autres sites menacés, ni des travailleurs intérimaires qui contribuent pourtant largement aux profits. Les uns et les autres finiront tôt ou tard par montrer aux De Meo et consorts que ceux qui font les voitures peuvent faire aussi l'histoire.

Viviane Lafont



Devant Sofrastock.

PSA – Sochaux : rassemblement contre les suppressions d'emplois

À l'appel de la CGT, le 22 juin 2021, devant l'usine PSA de Sochaux (devenu Stellantis Sochaux avec la fusion PSA/Fiat Chrysler) 150 à 200 militants se sont rassemblés pour protester contre les suppressions d'emplois dans l'automobile.

L'accueil avait été organisé par des délégués CGT de l'usine de Sochaux avec barnums, sandwiches, café. Des tracts ont été distribués aux automobilistes au rond-point de l'usine avec discussions et parfois des coups klaxon de sympathie.

25 ouvriers de Faurecia Siedoubs (usine de production de sièges pour

Sochaux), qui ont débrayé à la pause de 9 heures, ont été accueillis par des applaudissements. La délégation du syndicat IG Metall des usines Opel et Daimler de Bochum, Eisenach, Rüsselsheim, en Allemagne, a également été très applaudie.

Toutes les usines Stellantis de la région étaient représentées ainsi que des

sous-traitants tels que VIGS à Sochaux, Trecia, Flexn-gate, Fuji, Snop, Faurecia. La CGT intérim de Proman était présente, comme celles de l'hôpital, de la ville de Montbéliard, de l'union départementale de Haute-Saône et le secrétaire de la fédération CGT de la métallurgie. Des militants FO de STPI à Stellantis Mulhouse, de Trevest et des territoriaux de L'Isle-sur-le-Doubs ont aussi participé.

Dans les ateliers, cette journée a permis bien des discussions. Un délégué



CGT de Sochaux a rappelé qu'elle doit s'inscrire dans la perspective d'un mouvement d'ensemble du monde du travail pour qu'aucun travailleur ne perde son emploi et son salaire, pour imposer de répartir le travail entre tous, sans perte de salaire.

Les patrons de l'automobile ont accumulé des milliards de profits, ils doivent servir au maintien de tous les emplois plutôt que d'enrichir des actionnaires qui se servent des richesses créées par les travailleurs pour spéculer.

Correspondant LO

ONF : coupes claires... dans les effectifs

L'Office national des forêts (ONF) prévoit de supprimer 475 postes sur 8 400 dans les cinq années qui viennent. Non seulement ce sont encore des centaines d'emplois qui sont menacés de disparaître, mais de plus cela diminuerait les moyens de prévenir les risques, alors que les incendies de forêt sont de plus en plus nombreux.

Depuis des années, l'ONF est soumis au même régime d'économies drastiques que la plupart des services publics. Son budget annuel d'environ 850 millions d'euros est insuffisant pour faire face aux dépenses nécessaires à l'entretien des

forêts du domaine public, qui constituent le quart des forêts françaises. Du coup, son déficit se creuse année après année. Les ventes de bois ne suffisent pas et l'État refuse d'augmenter sa contribution à hauteur des besoins.

Face à ce déficit, l'ONF cherche à diminuer sa masse salariale et à augmenter ses recettes. Il prétend que les prélèvements de bois restent stables, autour de 15 millions de mètres cubes. Mais un responsable CGC affirme que ce chiffre est en dessous de la réalité : « L'ONF ne fixe plus d'objectifs de mètres cubes de bois à abattre, mais des objectifs en chiffre d'affaires. Ce qui pousse les forestiers à abattre tout ce qu'ils peuvent. » Et plutôt que de mettre lui-même la main à la poche, l'État envisage d'augmenter les charges des communes. La Fédération nationale des communes forestières dénonce : « Le projet d'augmentation de la contribution des communes s'élèverait à 30 millions d'euros. Alors que l'État prévoit la suppression de 500 emplois à plein temps à l'ONF, c'est payer plus pour avoir moins. »

Face aux catastrophes qui menacent les forêts, l'urgence est d'augmenter les effectifs, pas de les diminuer.

Denis Aler



Natixis : naufrage en vue

La BPCE, la maison mère du groupe Banque populaire et Caisse d'épargne, lance une offre publique d'achat (OPA) sur Natixis.

Si celle-ci est menée à terme, en se faisant acheter des actions Natixis à quatre euros, nombre de salariés et petits épargnants perdraient 80% de leur mise de départ.

L'histoire de Natixis remonte à 2006. Les Caisses d'épargne disposaient alors encore, avec La Poste, d'un monopole sur les livrets A. L'argent centralisé était affecté au financement du logement social et permettait de rémunérer, quoique avec des taux fort modestes, l'épargne populaire. Posséder un livret A offrait alors une certaine garantie de mettre ses économies à l'abri.

Les choses ont radicalement changé avec la création de la banque d'affaires Natixis. Il s'agissait, sous couvert d'offrir aux épargnants des placements plus rentables, de détourner l'argent récolté des missions d'intérêt général au profit d'opérations spéculatives. Faisant confiance à leur conseiller financier, 1,5 million d'épargnants achetèrent des actions Natixis à 19,55 euros, avec la promesse qu'elles ne pouvaient que grimper. Non seulement elles ne grimpèrent pas, mais elles tombèrent à 0,76 centimes, lors du krach de 2008 ! Natixis avait acheté des titres pourris, notamment des

subprimes.

Aujourd'hui, la BPCE propose de racheter ces actions à seulement 4 euros. Si les épargnants refusent, la banque menace de leur forcer la main en s'appuyant sur une disposition du Code monétaire et financier. De nombreux salariés, qui n'ont rien à voir avec ces opérations, vont également perdre une bonne partie de l'épargne salariale dont Natixis avait obtenu la gestion. Le 24 juin, le tribunal correctionnel de Paris devait rendre son jugement sur la banque, poursuivie pour la diffusion d'informations fausses ou trompeuses. Mais même un jugement défavorable n'amènera pas la BPCE à rendre leur argent à ceux qu'elle a spoliés.

D. A.



L'INDICATEUR DES FLANDRES

Capitaine Houat-Boulogne-sur-Mer : 500 euros pour tous !

À l'usine de Capitaine Houat de Boulogne-sur-Mer, les travailleurs sont en grève depuis le 17 juin.

L'entreprise découpe et emballe les produits de la mer pour l'approvisionnement des magasins Intermarché dans toute l'Europe. Il y a peu, la direction a versé une prime de 500 euros à deux chefs d'équipe en leur demandant de garder cela secret. C'est cette prime à la tête du client qui a provoqué la colère des travailleurs.

Incapable de faire tourner l'usine sans les ouvriers, la direction a envisagé de faire découper son poisson chez son concurrent Mowy, dont l'usine se trouve juste en face. Avertis de cette manœuvre par les travailleurs de Mowy, les grévistes

ont fait en sorte de récupérer la marchandise. La direction a alors proposé de retirer la prime versée aux deux salariés, mais les grévistes ne veulent rien enlever à d'autres et s'opposent à cette manœuvre de division patronale. Au contraire, ils revendiquent 500 euros pour tous.

Jeudi 24 juin, étant toujours incapable de faire tourner l'usine, la direction a renvoyé chez eux les non-grévistes jusqu'au lundi suivant. Le groupe riche d'Intermarché a largement de quoi verser cette prime à tous.

Correspondant LO

Formation professionnelle : vol annoncé à grande échelle

Les salariés du privé avaient jusqu'au 30 juin pour transférer leurs heures de formation acquises dans les anciens systèmes en place afin d'en conserver le bénéfice.

Devant l'afflux sur son site, le ministère du Travail a décidé d'accorder un délai supplémentaire, sans donner de nouvelle date butoir.

Depuis 2015, l'État a mis en place un nouveau système de crédit de formation, le compteur personnel de formation (CPF). Cela concerne 10 millions de salariés, pour un montant de 12 milliards d'euros.

Pour conserver les droits acquis dans l'ancien système, appelés droits individuels à la formation (DIF), c'est à chaque salarié de faire la démarche. Il faut saisir ses anciens droits sur un site Internet, et fournir des justificatifs, par exemple certaines anciennes fiches de paie ou un certificat de l'employeur, cela pour des contrats qui peuvent dater de plusieurs années. Exiger de telles démarches est une façon d'exclure une partie des travailleurs, qui n'ont pas eu connaissance de la procédure à temps, ou

n'ont pas obtenu les bons documents.

Les droits à la formation étaient déjà étriqués avant 2015. Avec le nouveau système, la formation reste dépendante de l'employeur. Pour qu'une demande de formation pendant le temps de travail soit acceptée, elle doit avoir été faite 60 à 120 jours à l'avance, et il faut encore l'accord de l'employeur. Cela limite l'accès de bien des travailleurs qui ont des contrats courts. De plus, les formations possibles dépendent de la branche de l'entreprise. En 2018, seulement 1,7% des salariés du privé ont pu utiliser le CPF pour financer une formation.

En plus de toutes ces limites, des millions de salariés risquent aussi de se faire voler leurs anciens droits individuels à la formation. Voilà donc des droits bien encadrés et qui sont bien vite effacés.

Charles Legoda

Angers : l'arbitraire du préfet

Apprenti en boulangerie à Angers depuis 2018, Samba, 20 ans, n'a plus le droit de travailler, alors que son contrat courait jusqu'à la fin août et qu'il était sur le point de passer ses examens de CAP.

Le centre de formation professionnelle dont il dépend vient de rompre le contrat, sur ordre de la

préfecture.

Le tort de ce jeune Malien est d'avoir mal rempli un papier. Mais, derrière ce prétexte, on reconnaît la détermination de l'État français à rendre la vie impossible aux migrants.

Le couple qui tient la Maison Bréchu, et qui a recruté Samba comme apprenti, le considère désormais comme

un membre de la famille. Il a exprimé son sentiment de colère et d'injustice face à cette situation, et se bat pour que Samba retrouve le droit de travailler. Ce serait la moindre des choses.

Liberté de circuler, de s'installer et de travailler, pour Samba comme pour tous !

Correspondant LO

Muretain Agglo - Muret: deux semaines de grève

En réponse aux attaques contre leurs jours de congés, les travailleurs de la communauté d'agglomération du Muretain, en Haute-Garonne, sont en grève depuis le 19 juin et maintiennent le piquet de grève à la déchetterie de Roques. Le service Environnement est toujours à 98% en grève.

Des élus ont bien tenté de les dissuader de continuer leur mouvement, en argumentant que la baisse des jours de congés était imposée par la loi. Mais les grévistes leur ont opposé

l'exemple des collègues d'Auch, qui ont obtenu 41 jours de congés par la grève, malgré cette même loi.

Le président socialiste de l'agglomération est aussi venu voir les grévistes

pour leur demander de reprendre le travail. Mais, face à leur détermination, il n'a eu que son mépris social à opposer, en leur disant qu'avec le salaire qu'ils touchent ils ne tiendraient pas bien longtemps! Cette provocation a eu l'avantage de donner des idées aux grévistes, qui ont ajouté le paiement des jours de grève à leurs revendications.

Enfin jeudi 24 juin, pour évacuer les ordures qui



CHANTAL LEMOINE DDM

s'accumulent dans les cantines scolaires, la communauté d'agglomération n'a rien trouvé de mieux que de se servir des camions frigorifiques alimentaires pour charrier les poubelles!

Loin d'atteindre les grévistes, ces péripéties les ont renforcés et leur persévérance devient contagieuse: la cuisine centrale d'Eaunes, une commune

proche de Muret, a rejoint le mouvement, ainsi que plusieurs crèches et les travailleurs de l'ALAE (accueil périscolaire). Le préavis de grève est déposé au moins jusqu'au 15 juillet et les grévistes sont plus déterminés que jamais à ne pas sacrifier leur niveau de vie pour les économies voulues par les élus.

Correspondant LO

Plaine Commune: bibliothécaires en colère

Mercredi 23 juin, les bibliothécaires de Plaine Commune, établissement public qui regroupe neuf villes, dont Saint-Denis, étaient en grève. Ils s'opposent au travail du dimanche que son président, Hanotin, également maire de Saint-Denis, veut leur imposer dès la rentrée de septembre.

Ils étaient plus d'une soixantaine à manifester devant la mairie de la ville. Le maire socialiste présente l'ouverture des médiathèques de centre-ville le dimanche comme une grande avancée sociale et culturelle, mais elle se fait sans embauche et dégrade les conditions des bibliothécaires, à qui on a déjà supprimé des jours de congés et allongé le temps de travail,

comme pour tous les territoriaux de Plaine Commune. De plus, les bibliothécaires travaillant dans les petites bibliothèques de quartier vont devoir venir travailler dans les centres-villes pour renforcer les équipes. À l'allongement de la semaine de travail, à la flexibilité, s'ajoute la mobilité forcée!

Pour faire avaler cette potion amère, le maire l'a agrémentée d'une prime de

cent euros. Il est vrai que, dans la fonction publique, le travail du dimanche est très faiblement rémunéré, avec une majoration de moins de deux euros de l'heure. Mais, avec cent euros, le compte n'y est pas. Les bibliothécaires travaillent déjà la majorité des samedis et n'ont donc plus que le dimanche comme jour de congé avec leur famille. Comment les femmes seules pourront-elles faire garder les enfants? Comment s'organiser dès la rentrée de septembre?

Les grévistes ne décolèrent pas et dénoncent le fait que, dans le même temps, la municipalité a

voté 50000 euros de crédits pour l'année 2021 pour les frais de garde des enfants des élus. Comme l'a fait remarquer un manifestant, le maire veut passer en force et menace de licencier ceux qui refuseraient de travailler le dimanche.

Le maire, qui se justifie en prétendant œuvrer pour la culture, est d'autant plus hypocrite que les médiathèques des centres seront ouvertes le dimanche, au détriment des bibliothèques des cités qui, elles, seront fermées le jeudi. Il prétend aussi répondre aux besoins des étudiants, mais l'ouverture le dimanche prendrait fin au mois

d'avril, soit juste avant la période des révisions. En fait, Hanotin veut satisfaire un public plus aisé et restreint, en s'asseyant sur les droits des travailleurs et des usagers des cités!

Ouvrir des bibliothèques le dimanche serait bien sûr un progrès, à condition que les salariés soient suffisamment nombreux et puissent organiser eux-mêmes la répartition du temps de travail et des congés, et le faire au volontariat. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, et les bibliothécaires n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Chine : du parti des révolutionnaires à celui des milliardaires

Depuis le 28 juin, le régime chinois fête le centenaire du parti au pouvoir, le Parti Communiste Chinois (PCC). Comment une dictature de milliardaires exploitant féroce la plus nombreuse classe ouvrière du monde peut-elle s'intituler communiste ?



Haikou, sur l'île de Hainan, fréquentée par les milliardaires chinois.

Le PCC fut fondé en 1920 par une poignée d'intellectuels gagnés aux idéaux de la Révolution russe, c'est-à-dire à l'idée que le système capitaliste avait fait son temps et que la classe ouvrière devait se battre pour le pouvoir, y compris dans un pays économiquement arriéré comme la Russie ou la Chine de l'époque.

Cette première période du PCC s'acheva en 1927 par une terrible défaite. Des milliers d'ouvriers révolutionnaires et de militants communistes furent massacrés par les nationalistes de Chiang Kai-Shek, alors même que la direction du parti, obéissant aux consignes de l'Internationale stalinienne, leur avait demandé de soutenir ce général nationaliste. Le parti, ou plutôt les survivants, se coupa alors en deux. Une minorité suivit le dirigeant historique Chen Duxiu, rallié aux thèses de Trotsky, et tenta de continuer à militer coûte que coûte dans la classe ouvrière et donc dans les villes. Beaucoup périrent sous les

coups de la répression nationaliste. Une autre partie, d'où émergera bientôt un certain Mao Zedong, se replia dans les campagnes pour tenter de constituer une armée révolutionnaire de paysans.

Il fallut 22 ans à Mao pour prendre les villes et donc le pouvoir. Pour mouvementées que furent ces 22 années, pleines de péripéties et de retournements politiques, il y eut tout de même une constante : jamais la classe ouvrière n'intervint, jamais plus le PCC dirigé par Mao ne tenta de l'organiser, de s'appuyer sur elle pour aller vers la révolution sociale. C'est-à-dire que sous Mao, le PCC ne se comporta jamais en parti communiste. En allant à la campagne, en rompant avec les villes et donc avec la classe ouvrière, le PCC se transforma en parti nationaliste. Concurrent de celui de Chiang, offrant un visage d'honnêteté face à un pouvoir corrompu et vermoulu, au fond il n'en défendait pas moins le même ordre social bourgeois.

En 1949, Mao entra dans les villes à la tête d'armées venues des campagnes, sans qu'il y ait une quelconque mobilisation prolétarienne. Le fait que le nouveau régime se tourna provisoirement vers l'URSS dut beaucoup plus à l'attitude des États-Unis qu'à la volonté des nouveaux dirigeants. En 1972, Mao se réconcilia officiellement avec Nixon, le président américain. Dès lors, la Chine s'ouvrit prudemment, puis rapidement, aux capitaux des pays impérialistes et finit par détenir une part considérable de la production et des marchés mondiaux, permettant la naissance d'une pléiade de milliardaires et d'une multitude d'exploiteurs.

Les circonstances historiques, principalement le retard de la révolution mondiale dû à la contre-révolution stalinienne, firent que la bourgeoisie chinoise a grandi sous l'aile d'un État estampillé communiste et pas sous celle d'un Louis XIV ou d'un Cromwell. L'immensité du pays et de ses ressources, une fois débarrassé de ses structures médiévales, les énormes moyens de l'État né de la révolution paysanne, le jeu de balance entre l'URSS des bureaucrates et l'impérialisme, lui donnèrent la possibilité de s'affirmer. Elle partage toutefois avec ses devancières occidentales l'honneur d'avoir elle-même donné naissance à ses fossoyeurs, les centaines de millions de prolétaires chinois, la plus grande armée de la classe ouvrière mondiale.

Paul Galois

Johnson & Johnson : quelques millions de dollars pour des millions de victimes

Aux États-Unis, le laboratoire américain Johnson & Johnson s'est engagé à cesser la vente des opiacés qui a favorisé depuis de nombreuses années la dépendance de millions de personnes.

« L'épidémie d'opiacés a fait des ravages dans d'innombrables communautés de l'État de New York et du reste du pays, laissant des millions de personnes toujours dépendantes à ces produits, qui sont dangereux, voire mortels », a déclaré la procureure qui poursuit le laboratoire. Le ministère de la Santé des États-Unis avait estimé que cette crise était responsable de quatre années de baisse de l'espérance de vie entre 2014 et 2017.

Le laboratoire ne verserait que 230 millions de dollars pour mettre fin aux poursuites judiciaires qui le visent, une somme censée financer dans l'État de New-York les efforts de prévention, de traitement et d'éducation aux dangers que présentent ces substances. Cela n'est pas cher payé pour une activité tant lucrative durant des années pour les actionnaires, et qui compromet la santé de millions d'Américains.

Aline Rétesse

Argent sale : l'UE brasse du vent

Dans son rapport du 28 juin, la Cour des comptes européenne constate que des centaines de milliards d'euros échappent aux directives censées réguler le marché intérieur et lutter contre le blanchiment d'argent sale.

Pas moins de quatre institutions européennes sont supposées veiller au respect de ces directives, mais comme leurs moyens se résument à des avertissements et à des rapports, les pays membres restant libres de leur application, elles parlent dans le vide. D'autant que le secret bancaire et les complaisances

de certains États ne servent pas seulement aux détenteurs de capitaux issus d'activités criminelles, mais à toutes les grandes entreprises, entre autres pour pratiquer une « optimisation fiscale » tout ce qu'il y a de plus légale.

Constatant les trous dans la raquette, la Cour des comptes préconise maintenant... « un nouvel organe de surveillance unique et un projet de réglementation unique ». Pas de quoi inquiéter beaucoup les capitalistes, mafieux ou non.

N.C.

Été 2021 : les militants de Lutte ouvrière à la rencontre des travailleurs

Les militants de Lutte ouvrière ont repris leurs tournées d'été, qui se dérouleront jusqu'à la fin du mois d'août.

Dans les différentes régions du pays, ils iront à la rencontre des travailleurs. Ce sera l'occasion de discuter de la situation actuelle, des attaques des patrons et du gouvernement et de la

riposte qu'il faudra mener pour ne pas toujours subir leur volonté.

Il est indispensable de préparer une riposte à ces attaques, en ayant à leur opposer un programme de revendications et de luttes pouvant servir de point d'appui à l'ensemble du monde du travail.

Franche-Comté

Judi 1^{er} juillet :

Vesoul

Vendredi 2 juillet :

Pontarlier

Samedi 3 juillet :

Besançon

Bretagne

Lundi 5 juillet :

Quimper

Mardi 6 juillet :

Brest

Mercredi 7 juillet :

Concarneau / Douarnenez

Judi 8 juillet :

Lanester

Vendredi 9 juillet :

Vannes

Samedi 10 juillet :

Lorient

Provence

Lundi 5 juillet :

Nîmes

Mardi 6 juillet :

Alès

Mercredi 7 juillet :

Alès

Judi 8 juillet :

Alès

Vendredi 9 juillet :

Nîmes

Samedi 10 juillet :

Arles

Pyrénées

Lundi 5 juillet :

Saint-Jean-de-Luz

Mardi 6 juillet :

Saint-Jean-de-Luz

Mercredi 7 juillet :

Pau

Judi 8 juillet :

Tarbes

Vendredi 9 juillet :

Tarbes

Samedi 10 juillet :

Pau

Seine-et-Marne

Lundi 5 juillet :

Melun

Mardi 6 juillet :

Montereau-Fault-Yonne

Mercredi 7 juillet :

Meaux

Judi 8 juillet :

Montereau-Fault-Yonne

Vendredi 9 juillet :

Nemours

Samedi 10 juillet :

Chelles /

Champs-sur-Marne

Yonne

Lundi 5 juillet :

Montbard

Mardi 6 juillet :

Avallon

